



Tableau de Bord Economique de la Seine-Saint-Denis

Novembre 2008



Le Club 93 Conjoncture est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis, spécialistes de la conjoncture, suivants : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Conseil général de Seine-Saint-Denis, le Comité d'expansion économique de la Seine-Saint-Denis, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis, la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, la Banque de France de Seine-Saint-Denis, la Trésorerie générale de Seine-Saint-Denis, le Comité départemental de tourisme de la Seine-Saint-Denis, les ASSEDIC de l'Est Francilien, la Direction départementale des services fiscaux de la Seine-Saint-Denis, la Direction départementale de l'équipement, la Chambre de métiers et de l'artisanat de la Seine-Saint-Denis, le Tribunal de commerce de Seine-Saint-Denis, la Direction régionale des douanes de Paris-Est, l'ANPE 93 et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents du suivi et de l'analyse de la conjoncture départementale : le suivi régulier d'indicateurs en premier lieu, et l'examen plus structurel par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un tableau de bord économique de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs aux ménages, aux entreprises, au tourisme et aux événements d'affaires, à l'emploi et à la construction et marché de l'immobilier.

Ce document est consultable sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr
- Conseil Général de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.fr
- Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis : www.ccip93.fr
- Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis : www.cma93.fr
- Comité départemental du tourisme : www.tourisme93.com
- Comité d'expansion de Seine-Saint-Denis : www.comex93.org (disponible également en anglais)

Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● ASSEDIC de l'Est Francilien ● ANPE 93 ● Direction Départementale de l'Équipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Comité d'expansion économique de la Seine-Saint-Denis

SOMMAIRE

I) LES MENAGES

- 1) La consommation des ménages
 - Crédits à la consommation p. 6
- 2) L'investissement des ménages
 - Crédits à l'habitat p. 7

II) LES ENTREPRISES

- 1) Démographie d'entreprise
 - Analyse des enregistrements au RCS au 31 mars 2008 p. 9
 - Evolution des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat p. 10
 - Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteurs d'activités p. 10
 - Transferts des sièges sociaux p. 13
 - Nombre d'établissements implantés en zone franche urbaine p. 14
- 2) Activité des entreprises
 - Le commerce extérieur p. 15
 - La Taxe sur la Valeur Ajoutée et l'Impôt sur les Sociétés p. 18
- 3) Niveau de l'investissement
 - Crédits à l'équipement des entreprises p. 22

III) LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES

- 1) Les principaux lieux touristiques
 - Le Musée de l'Air et de l'Espace p. 24
 - Le Stade de France p. 24
 - La Basilique de Saint-Denis p. 25
- 2) L'hôtellerie et les salons
 - L'hôtellerie p. 26
 - Les chiffres clés « salons » au Bourget et à Villepinte p. 28

IV) L'EMPLOI

- 1) Le marché du travail
- Les demandes d'emplois en fin de mois (DEFM) p. 31
 - Les offres d'emplois enregistrées et satisfaites (OEE) p. 31
 - Les offres par taille d'établissements p. 31
 - Les principaux secteurs recruteurs p. 32
 - Les principaux métiers recherchés par les établissements offreurs p. 32
 - Le taux d'évolution du chômage sur un an p. 33
 - Le nombre d'allocataires du RMI p. 35
 - Les contrats d'insertion p. 38
 - Les reprises d'activité et la nature des contrats p. 38
 - Les déclarations uniques d'embauches p. 39
- 2) Données sur l'emploi
- Evolution du nombre d'établissements p. 42
 - Evolution du nombre de salariés p. 42
 - Evolution des effectifs dans le secteur commercial p. 43
 - Evolution des effectifs dans les principaux secteurs d'activité de services p. 43
 - Répartition des emplois dans les services p. 44
 - Evolution de la part des secteurs tertiaire et industriel dans l'ensemble des emplois salariés p. 44

V) LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER

- 1) La construction
- Les logements
- Volume de construction des logements neufs p. 47
 - Production de logements neufs par territoire d'habitat p. 48
 - Logements locatifs sociaux p. 49
- Les locaux d'entreprise
- Volume de construction de locaux d'entreprises p. 50
- 2) Le marché immobilier
- Les logements
- Marché des appartements neufs (promotion privée) p. 51
- L'immobilier d'entreprise
- Indicateurs sur le marché de l'immobilier d'entreprise p. 53
 - Montants des investissements réalisés en immobilier d'entreprise p. 55

Note méthodologique p. 56

Contacts p. 61



LES MENAGES

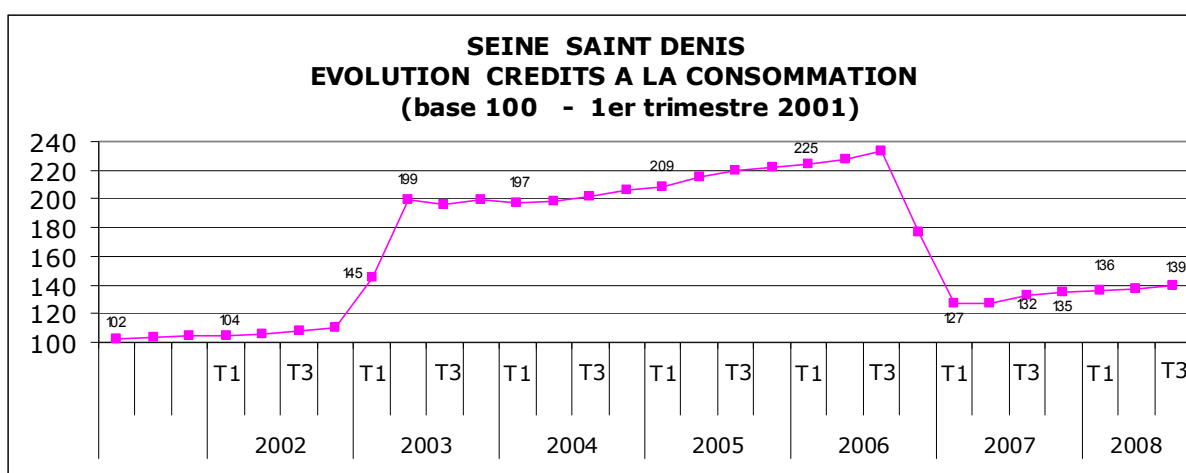
- La croissance des crédits à la consommation marque un net ralentissement sur les neufs premiers mois de l'année 2008.
- Le niveau des encours des crédits à l'habitat consentis aux particuliers continue de croître sur un rythme annuel soutenu.

LES MENAGES : La consommation des ménages

Crédits à la consommation

La croissance des crédits à la consommation marque un net ralentissement sur les neufs premiers mois de l'année 2008 avec une estimation du taux de croissance annuel de 2,9%. Pour mémoire l'année 2006 affichait un taux de croissance soutenu de 4,7%, qui se confortait en 2007 à hauteur de +6,3%.

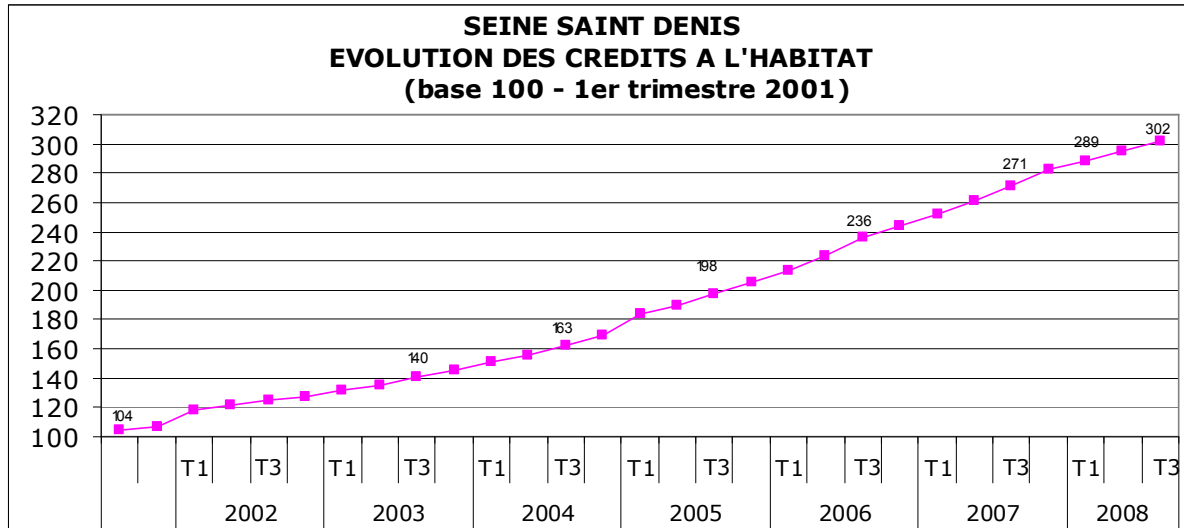
Nous rappelons que le « décrochage » constaté au 4^{ème} trimestre 2006 correspond au transfert de la Banque AGF sur La Défense (92) : la centralisation par la Banque de France de Nanterre est effective depuis novembre 2006.



Source : Banque de France

LES MENAGES : L'investissement des ménages

Crédits à l'habitat



Source : Banque de France

Le niveau des encours des crédits à l'habitat consentis aux particuliers continue de croître sur un rythme annuel soutenu bien qu'en repli continu depuis 2005 lequel s'est récemment accentué (21,8% en 2005 ; 18,4% en 2006 ; 15,6% en 2007 et 9,2% en 2008 ; estimation annuelle sur la base des trois trimestres écoulés) ; il représente une part prépondérante dans le total de prêts (79,3% en décembre 2005 ; 87,3% en décembre 2006 ; 86,8% en décembre 2007 ; 86,6% en août 2008).

LES ENTREPRISES

- Le nombre total d'immatriculations au RCS est en très légère baisse à fin septembre 2008.
- Des opérations immobilières de qualité voient le jour en ZFU et contribuent à attirer un nombre croissant d'établissements.
- Le déficit de la balance commerciale se creuse en Seine-Saint-Denis. La Chine conserve sa place de premier fournisseur du département.
- Le département maintient un niveau élevé de recettes fiscales depuis le début de l'année.
- Le niveau des crédits à l'équipement des entreprises est en augmentation, mais la croissance est beaucoup plus modérée.

LES ENTREPRISES : Démographie d'entreprise (1)

Analyse des enregistrements au Registre des Commerces et des Sociétés au 30 septembre 2008

A fin septembre 2008, le nombre total d'immatriculations est en très légère baisse, passant de 8 150 à fin septembre 2007 à 8 127 en septembre 2008.

Ces chiffres se décomposent en une croissance des personnes morales de 5 978 en 2008 contre 5 834 en 2007 soit 2,5% de plus, une diminution sur les personnes physiques 1 146 en 2008 contre 1 184 en 2007 et sur les S.C.I., 995 en 2008 contre 1 117 en 2007.

Les modifications et radiations sont en diminution à périodes comparables, cette baisse est le résultat de la suspension des procédures automatiques de modifications et de radiations.

Les chiffres concernant les dépôts annuels des comptes sont en progression passant de 12 832 en 2007 à 14 070 en 2008 en progression de près de 10%.

			Année 2005	Année 2006	Année 2007	du 01/01/2008 au 30/09/2008
	A	PERS. PHYSIQUES	1 532	1 448	1 532	1 146
IMMATRICULATIONS	B	PERS. MORALES	6 835	7 253	7 773	5 978
	C	G.I.E.	16	17	17	8
	D	S.C.I.	1 499	1 469	1 475	995
TOTAL			9 882	10 187	10 797	8 127
MODIFICATIONS			14 805	18 943	18 340	12 464
RADIATIONS			10 332	9 573	9 301	5 898
COMPTES ANNUELS			17 663	18 190	18 999	14 070

Source : Tribunal de commerce 93

LES ENTREPRISES : Démographie d'entreprise (2)

Evolution des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat

Au cours du premier semestre 2008, 5 129 formalités ont été enregistrées contre 4 175 pendant la même période de 2007, soit une augmentation de 22,8%.

Parmi ces 5 129 formalités, on compte 2 426 immatriculations du 1^{er} janvier au 30 juin 2008 pour 1 972 du 1^{er} janvier au 30 juin 2007, ce qui représente une hausse de 23%.

La tendance des porteurs de projet à se diriger vers une forme sociale plutôt que vers l'entreprise individuelle continue à progresser : elle concerne maintenant 76,1% des demandes d'immatriculation traitées.

Dans le même temps, le nombre des radiations a lui aussi augmenté, mais dans une proportion moindre (8,8%).

Au 30 juin 2008, on observe un solde positif de 1 438 entreprises, contre 730 au 30 juin 2007.

Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteur d'activité

Pour mémoire, les chiffres communiqués sur les trois premiers graphiques qui suivent sont issus des mouvements enregistrés au Répertoire des Métiers. La répartition a été faite par code d'activité selon la nomenclature de l'INSEE (NAFA) en fonction de la répartition actuelle en quatre catégories.

Les chiffres du quatrième graphique s'analysent comme suit : il s'agit de l'état du fichier depuis sa création, arrêté à chaque fin de semestre du 30 juin 2005 au 31 décembre 2007, puis au 30 septembre 2008 pour des raisons liées à l'appropriation d'un nouveau système informatique.

L'étude du Répertoire des Métiers par secteur d'activité montre que le nombre d'entreprises poursuit sa progression.

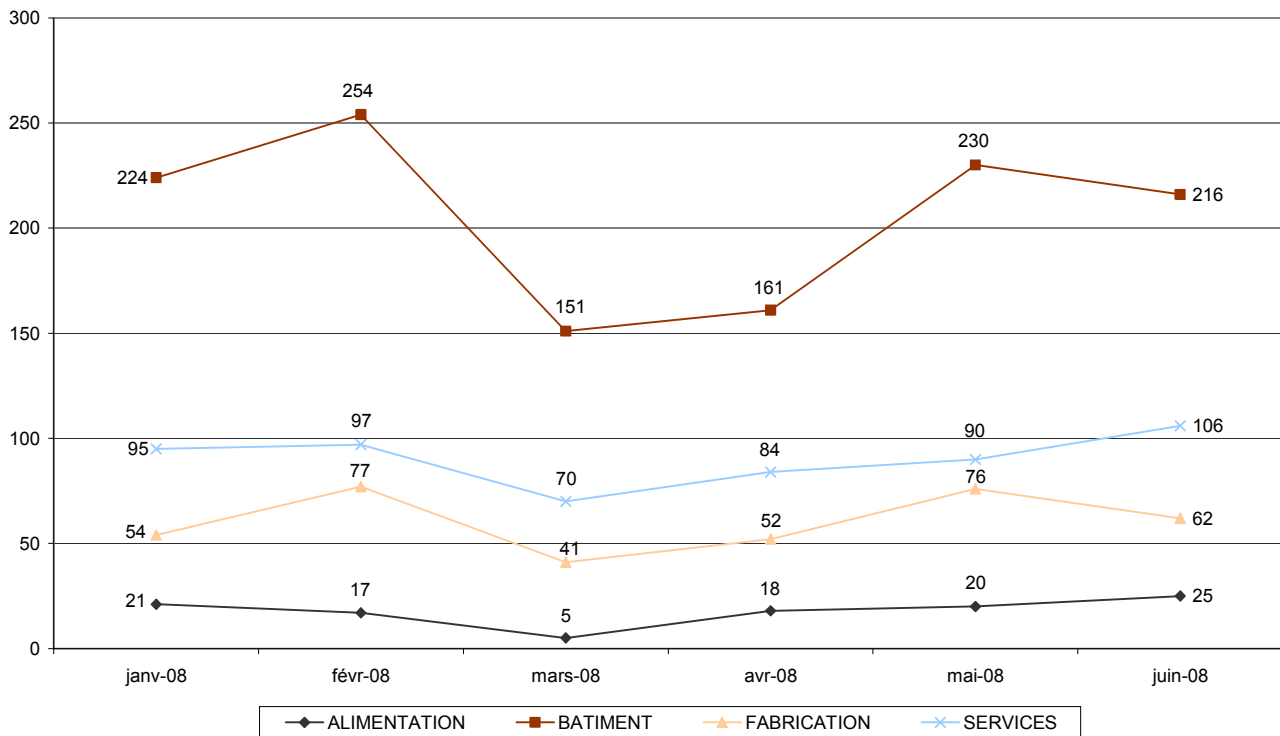
L'alimentation, qui semblait en stagnation du fait de la difficulté propre à certains domaines comme celui de la viande, où les fonds disparaissent souvent sans trouver de repreneur, présente une légère augmentation, tendance qu'il conviendra de vérifier ultérieurement. La multiplication des dossiers de mise en œuvre des périmètres de préemption des fonds de commerce par les communes montre qu'une attention particulière est portée à ce secteur.

Le bâtiment est toujours en nette augmentation, mais cela ne reflète pas la fragilité relative des métiers du second œuvre qui le composent et qui ont globalement un taux de rotation important.

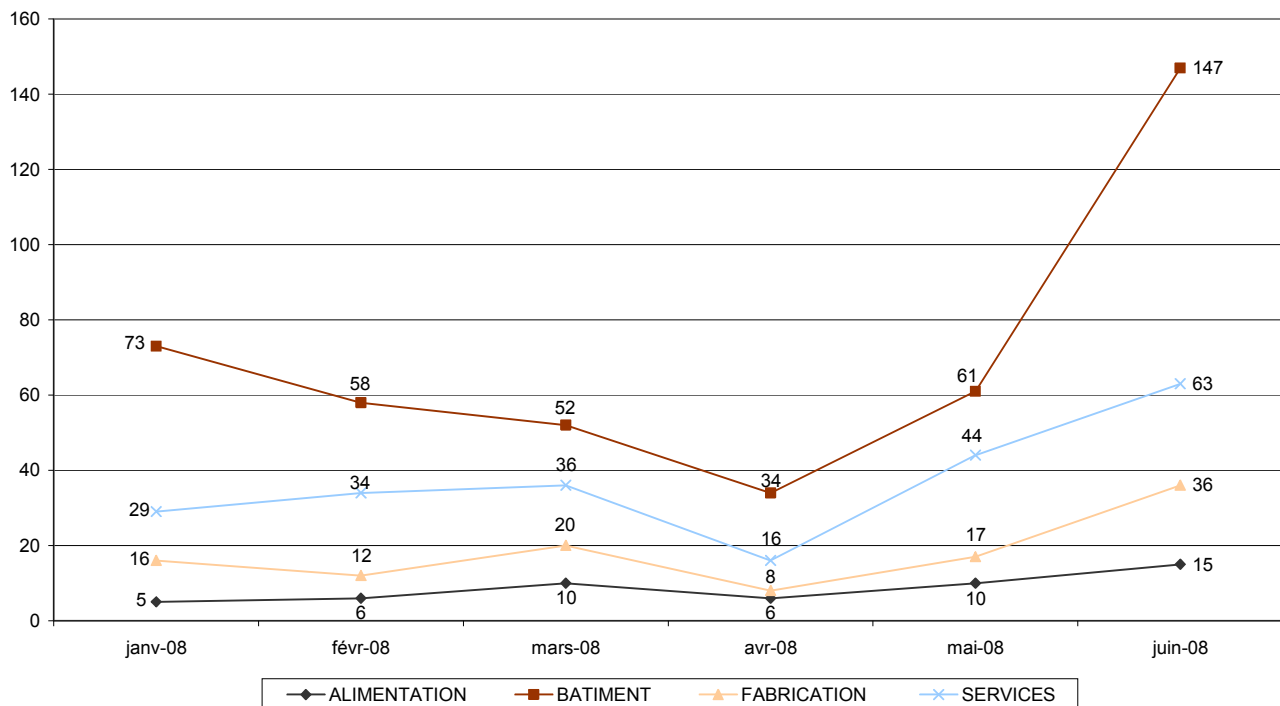
La fabrication marque une progression plus importante que précédemment, tendance qu'il conviendra également de vérifier au cours des mois à venir.

Les services, qui restent la catégorie « fourre-tout » compte tenu de l'extrême diversité des activités recensées, continuent à progresser assez franchement.

IMMATRICULATIONS DU 1ER SEMESTRE 2008 PAR MOIS ET PAR CATEGORIE

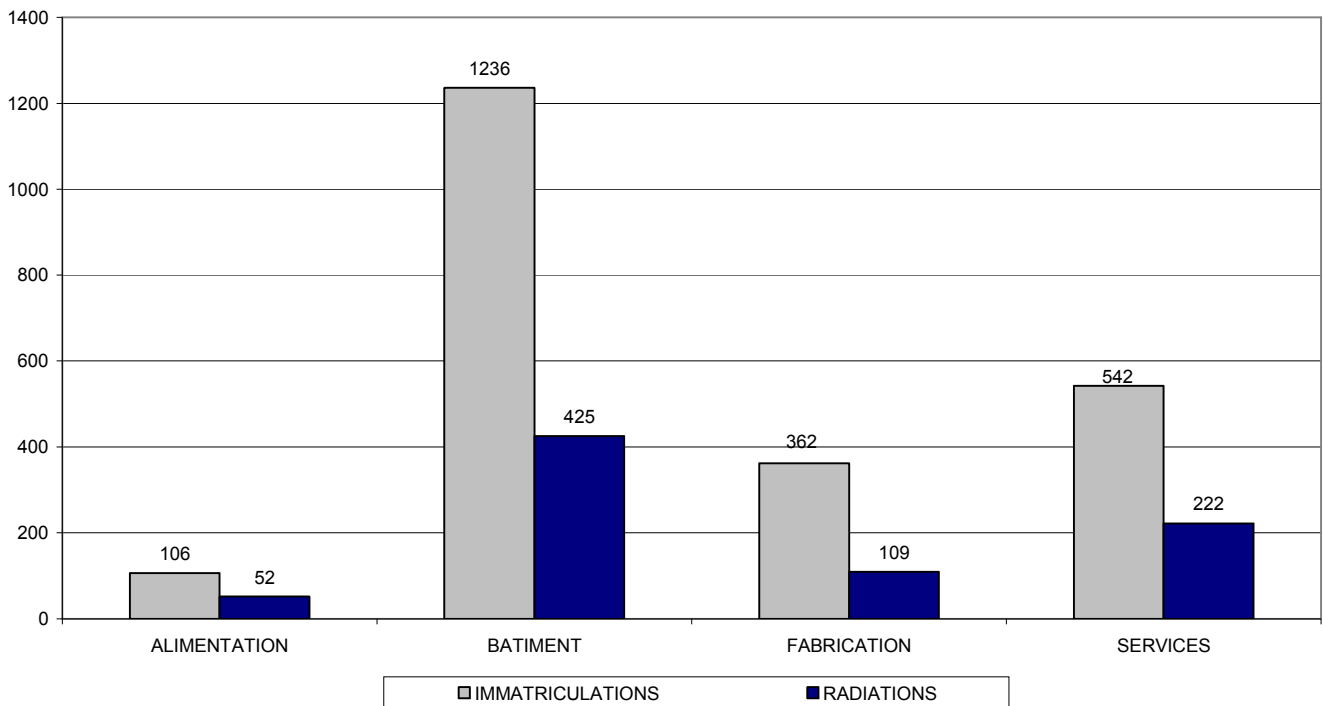


RADIATIONS DU 1ER SEMESTRE 2008 PAR MOIS ET PAR CATEGORIE

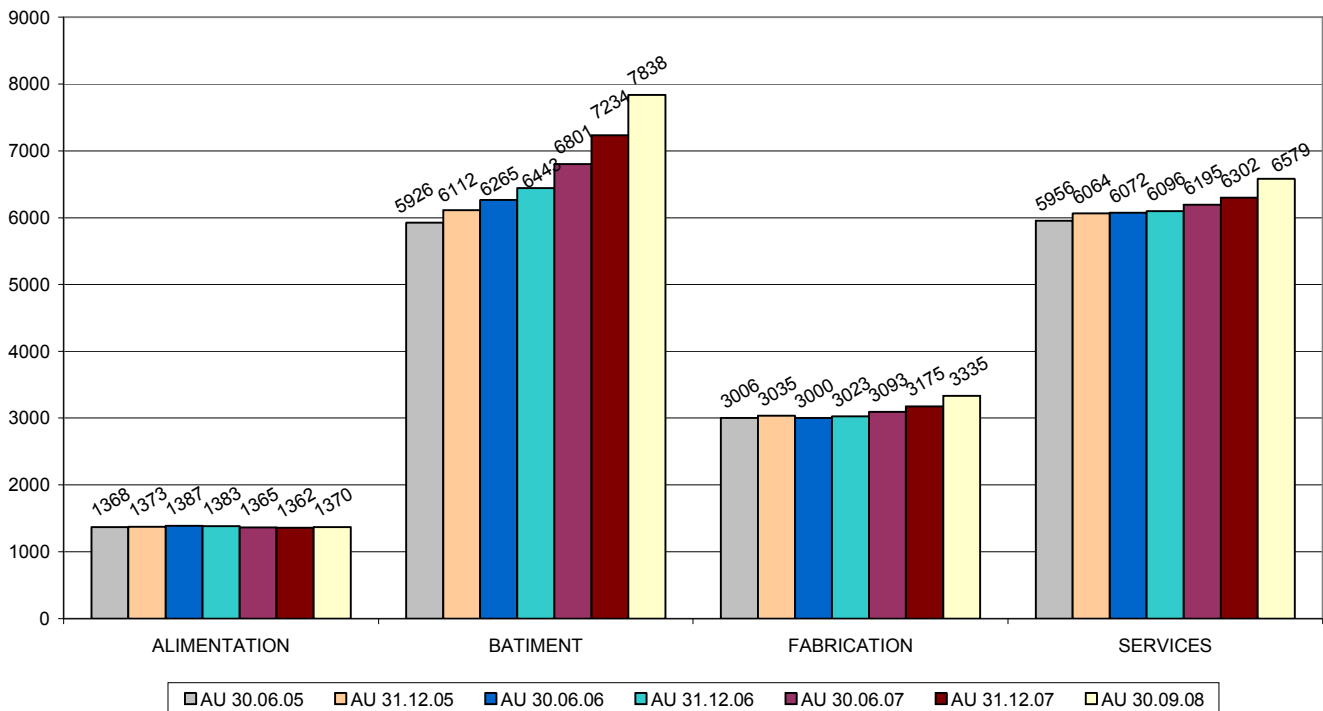


Source : répertoire de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis

IMMATRICULATIONS ET RADIATIONS DU 1ER SEMESTRE 2008 PAR CATEGORIE



EVOLUTION DU SECTEUR DES METIERS PAR CATEGORIE DU 30 JUN 2005 AU 30 SEPTEMBRE 2008



Source : répertoire de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis

LES ENTREPRISES : Démographie d'entreprise (3)

Attractivité de la Seine Saint-Denis pour les entreprises mesurée par le solde net des installations de sièges sociaux

Alors que 2003 et 2004 avaient enregistré un solde net positif des installations de sièges sociaux dans le département, le solde devenait négatif en 2005 traduisant une différence d'attractivité entre le nord et le sud du département. L'année 2006 confirmait cette tendance en l'accentuant, traduisant la même différence d'attractivité entre le nord et le sud. Cette analyse valait aussi pour la taille des entreprises : le nord accueillant plus de grandes entreprises alors que le sud devait faire face à plus de départs parmi celles-ci.

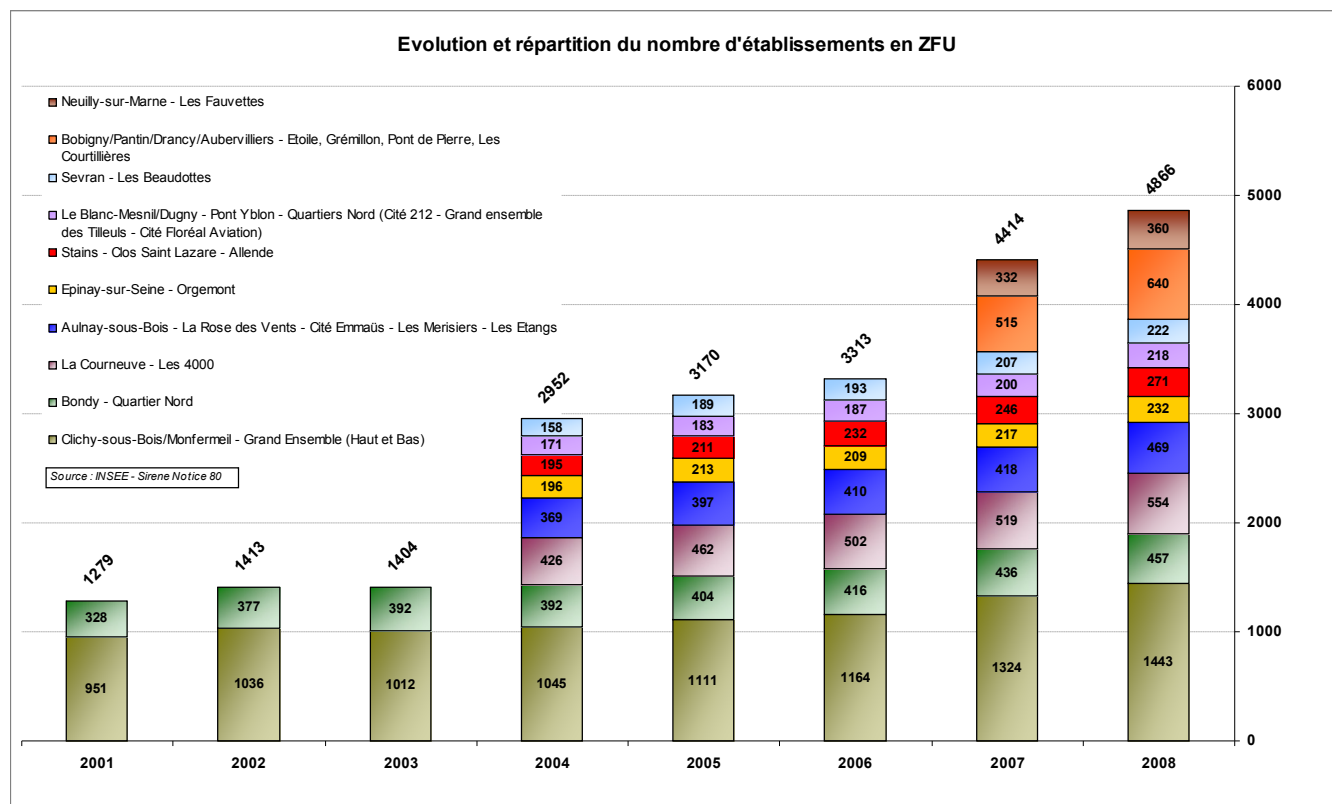
L'année 2007 a enregistré un solde positif au niveau du département, marqué par une plus grande homogénéité des flux traduisant un fort recul de la différence d'attractivité entre le sud et le nord du département. Alors que, globalement, les entrées des grandes entreprises compensent les départs, tant au nord qu'au sud, le département dans son ensemble accueille plus de PME. Le solde des TPE est, quant à lui, négatif.

L'année en cours enregistre un flux plus faible sur la période janvier-septembre, avec un solde négatif au niveau départemental. La tendance dégagée en 2007, traduisant une plus grande homogénéité dans les flux, se confirme ; il n'existe plus de différence d'attractivité entre le nord et le sud. Les flux des entrées compensent ceux des départs, pour les grandes entreprises, dans tout le département. Le solde des PME est, quant à lui, négatif.

Source : Banque de France

LES ENTREPRISES : Démographie d'entreprise (4)

Nombre d'établissements implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis : évolution depuis 2001



Source : Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis - Données produites au 1^{er} janvier chaque année.

Le nombre total d'établissements implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis s'est accru de plus de 10% entre le 1^{er} janvier 2007 et le 1^{er} janvier 2008. Cette tendance s'explique tout d'abord par l'impact de la création des deux ZFU de Neuilly-sur-Marne et de Bobigny/Pantin/Drancy/Aubervilliers en août 2006, et également par l'extension de la ZFU de Clichy-sous-Bois/Montfermeil en mai 2007.

La ZFU de Clichy-sous-Bois/Montfermeil est passée de 201 à 230 hectares, par l'intégration de nouvelles parcelles adjacentes telle la ZAE Fosse-Maussoin. Le nombre des établissements implantés a augmenté de près de 9% entre le 1^{er} janvier 2007 et le 1^{er} janvier 2008.

Sur la même période, la ZFU de Bobigny/Pantin/Drancy/Aubervilliers a bénéficié d'une augmentation du nombre d'implantations de près de 24,3%, profitant de son attrait au regard de sa localisation géographique aux portes de Paris.

Depuis le début de l'année 2008, de nombreuses opérations d'immobilier d'entreprise ont vu le jour, ayant pour conséquence la mise à disposition de biens de qualité sur le marché. Citons à titre d'exemple :

- Un hôtel d'activités de 4 000 m² livrés en mars 2008 à Drancy (Energie Parc),
- Un premier bâtiment composé de 4 locaux d'activités (livrés en avril 2008) au sein du parc d'activités Spirit à La Courneuve pour une surface totale de 4 155 m²,
- Un hôtel d'activités de 12 742 m² dont la livraison est prévue en novembre 2008 au Bois Moussay à Stains.

LES ENTREPRISES : Activité des entreprises (1)

Le Commerce Extérieur en Seine-Saint-Denis (1er semestre 2008)

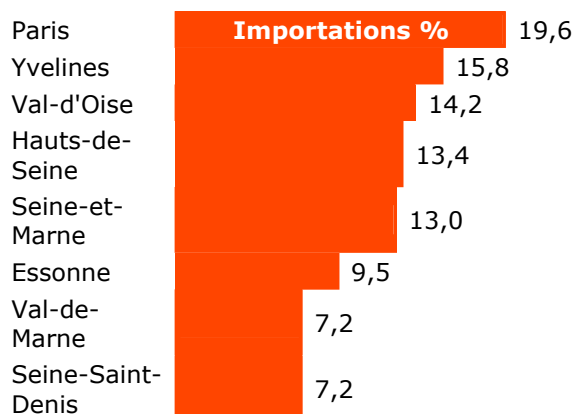
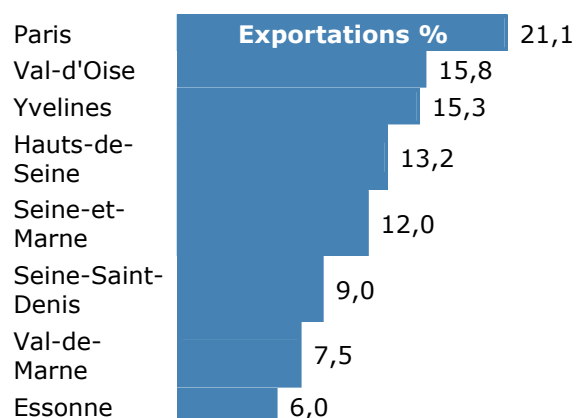
Approche globale

A l'exportation, les échanges de la Seine-Saint-Denis ont accusé une baisse de plus de 15% au 1er semestre 2008 par rapport au 1er semestre 2007 ; en revanche, les échanges ont augmenté à l'importation, de plus de 12% pour la même période.

Flux	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2008	%
Export	3 191	2 707	-15,17%
Import	3 940	4 431	+12,46%

Les exportations de la Seine-Saint-Denis représentent au titre du 1er semestre 2008, 9% des exportations de la région Ile-de-France, soit une baisse de 1,1% par rapport à la même période de l'année précédente.

Les importations de la Seine-Saint-Denis pour le 1er semestre 2008 représentent 7,2% de l'Ile-de-France, soit une baisse de 0,3%.



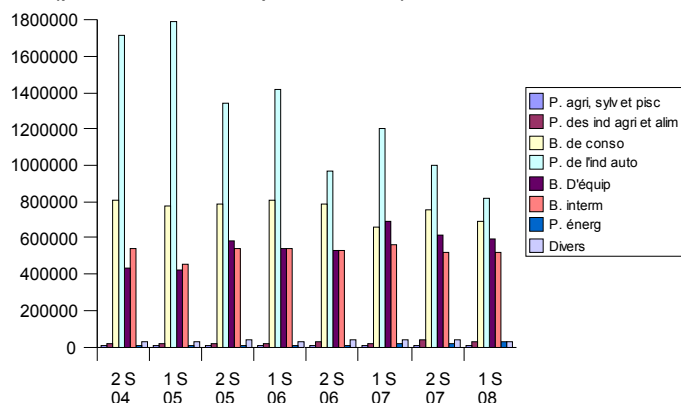
Approche sectorielle

Le fléchissement des exportations (-15,17%) est notamment visible dans le secteur automobile qui accuse une baisse de 32,15% ainsi que dans le secteur des biens d'équipements (-13,65%).

Evolution des exportations par secteur (en milliers d'euros)			
Secteurs	1 Sem 07	1 Sem 08	Evolution en %
A-Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	5 786	4 019	-30,54%
B-Produits des industries agricoles et alimentaires	21 222	27 102	27,71%
C-Biens de consommation	660 789	692 354	4,78%
D-Produits de l'industrie automobile	1 203 118	816 290	-32,15%
E-Biens d'équipement	690 196	596 016	-13,65%
F-Biens intermédiaires	560 672	516 530	-7,87%
G-Produits énergétiques	15 817	25 865	63,53%
Z-Divers	34 219	29 287	-14,41%
Total	3 191 819	2 707 463	-15,17%

Source : Douanes

Exportations de la Seine St Denis sur 4 ans (par semestre et par secteur) en milliers d'euros

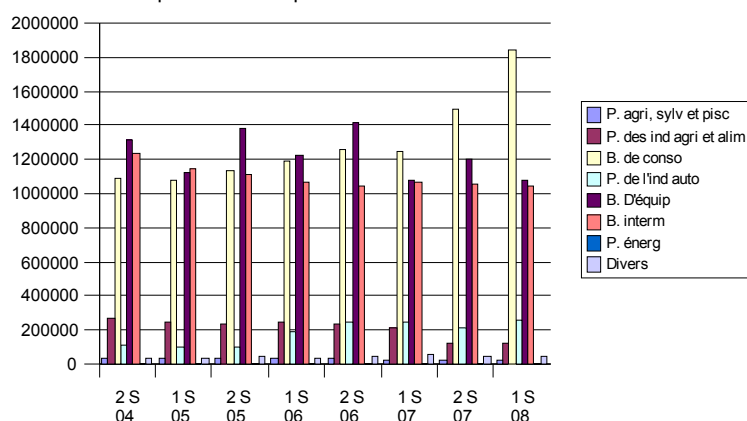


A l'importation, sur les 3 secteurs les plus importants, les biens de consommation progressent de plus de 48,35%, alors que les biens d'équipement (-0,44%) et les biens intermédiaires (1,80%) stagnent par rapport au 1er semestre de l'an dernier.

Evolution des importations par secteur (en milliers d'euros)			
Secteurs	1 Sem 07	1 Sem 08	Evolution en %
A-Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	21 669	23 178	6,96%
B-Produits des industries agricoles et alimentaires	211 411	121 032	-42,75%
C-Biens de consommation	1 245 578	1 847 819	48,35%
D-Produits de l'industrie automobile	253 364	263 670	4,07%
E-Biens d'équipement	1 081 494	1 076 744	-0,44%
F-Biens intermédiaires	1 067 584	1 048 376	-1,80%
G-Produits énergétiques	6 895	6 128	-11,12%
Z-Divers	51 957	43 886	-15,53%
Total	3 939 952	4 430 833	12,46%

Source : Douanes

Importations de la Seine St Denis sur 4 ans par secteur et par semestre en milliers d'euros



LES ENTREPRISES : Activité des entreprises (2)

Le Commerce Extérieur en Seine-Saint-Denis (1er semestre 2008)

Approche géographique

Le principal partenaire du Commerce Extérieur de la Seine-Saint-Denis reste l'Europe avec 71,89% des exportations et 61,16% des importations.

A l'exportation

On observe cependant au 1er semestre 2008 une chute générale des exportations par rapport à la même période l'année précédente vers l'Europe (-18,11%) principalement avec le Royaume-Uni (-33,63%), l'Espagne (-22,84%) et le Portugal (-14,44%).

Le continent américain (-15,60%) ainsi que vers le Proche et Moyen-Orient (-17,35%) baissent également. En revanche, la Seine-Saint-Denis a développé ses exportations avec l'Asie (19,59%) particulièrement le Japon (+39,44%).

Exportations par pays de la Seine-Saint-Denis
(en milliers d'euros)

Zones	2008/2007
Europe	-18,11%
Afrique	-6,02%
Amérique	-15,60%
Proche et Moyen-Orient	-17,35%
Asie	19,59%
Divers	-12,02%

Pays	1 S 07	1 S 08	Evolution %
Italie	416 382	342 694	-17,70%
Espagne	331 862	256 069	-22,84%
Belgique	206 304	241 957	17,28%
Allemagne	229 398	235 879	2,83%
Royaume-Uni	318 533	211 411	-33,63%
Etats-Unis d'A	140 256	131 161	-6,48%
Suisse	103 552	116 089	12,11%
Algérie	82 279	79 413	-3,48%
Portugal	72 256	61 825	-14,44%
Japon	39 383	54 915	39,44%

A l'importation

La zone Europe reste notre principal fournisseur avec 71,89% des importations au 1er semestre 2008. La Chine a augmenté ses importations en Seine-Saint-Denis de 5,81% par rapport à la même période de 2007 et devient le premier fournisseur de la Seine-Saint-Denis devant l'Allemagne qui a parallèlement accusé une baisse de 10,75%. A noter également la forte augmentation des importations en provenance des Etats-Unis (63,93%), de la Suisse (154,33%) et de la Hongrie (733,76%).

Importations par pays de la Seine Saint Denis
(en milliers d'euros)

Zones	2008/2007
Europe	12,50%
Afrique	-27,82%
Amérique	55,24%
Proche et Moyen-Orient	26,95%
Asie	-3,49%
Divers	222,03%

Pays	1 S 07	1 S 08	Evolution %
Chine	620 341	656 362	5,81%
Allemagne	648 431	578 716	-10,75%
Etats-Unis d'Amérique	192 828	316 095	63,93%
Suisse	117 343	298 439	154,33%
Italie	281 046	289 876	3,14%
Pays non classifiés	57 128	184 794	223,47%
Slovaquie	8 683	180 814	1982,39%
République tchèque	106 044	162 388	53,13%
Hongrie	19 023	158 606	733,76%
Royaume-Uni	189 534	155 482	-17,97%

Les statistiques s'entendent département de départ ou de destination des marchandises
Source : Douanes

LES ENTREPRISE : Activité des entreprises (3)

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Seine-Saint-Denis (cf. note méthodologique)

Le chiffre d'affaires

Les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer.

Ce sont les secteurs du commerce de gros et intermédiaires de commerce (26,45%), des transports (15,76%) et des services aux entreprises (14,62 %) qui ont généré le plus de chiffre d'affaires sur les huit premiers mois de l'année 2008.

Chiffre d'affaires réalisé par les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis

Année	Chiffre d'affaires	Evolution
2005	110 378 958 564 €	8,84%
2006	119 736 519 278 €	8,48%
2007	142 560 173 988 €	19,06%*
2008	95 249 051 501 au 31 août 2008 (93 835 566 620 au 31 août 2007).	1,51 %

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

La TVA brute totale

Il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France.

Les taux les plus couramment appliqués sont 19,6% (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5,5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche et des prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

En montant de TVA brute, trois secteurs d'activités arrivent en tête sur les huit premiers mois de l'année 2008 : le commerce de gros et intermédiaires de commerce (32,38 %), les services aux entreprises (17,23%) et le commerce de détail et réparation d'appareils domestiques (8,19%).

TVA brute dégagée par les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis

Année	TVA brute	Evolution
2005	15 580 217 294 €	6,24%
2006	16 811 227 116 €	7,90%
2007	19 612 318 773 €	16,66%
2008	12 829 363 125 € au 31 août 2008 (12 869 467 744 € au 31 août 2007)	- 0,31%

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

La TVA déductible sur immobilisations

Par principe, la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable est déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère, notamment, sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est à dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise, non pour être vendus ou transformés, mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

TVA déduite sur les immobilisations par les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis

Année	TVA déductible sur immobilisations	Evolution
2005	873 959 635 €	-0,11%
2006	999 647 888 €	14,38%
2007	1 008 176 293 €	-0,22%*
2008	810 976 721 € au 31 août 2008 (685 756 457 € au 31 août 2007)	18,26 %

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

La TVA nette à payer

Il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises.

Les sommes effectivement encaissées sont d'un montant inférieur à celui déclaré dans la mesure où certaines entreprises ne versent pas au Trésor public la TVA due du fait de la conjoncture ou du comportement des dirigeants. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement du service des impôts.

De plus, il convient de noter que le montant dû ou payé de TVA est fortement impacté par les investissements et les exportations réalisés par les entreprises les plus importantes.

Environ 60% des recettes de TVA proviennent de trois secteurs d'activité : le commerce de gros (32,18 %), les services aux entreprises (19,83%) et les activités financières (9,83%).

Année	TVA nette à payer	Evolution
2005	4 835 926 807 €	8,48%
2006	5 118 039 556 €	5,83%
2007	5 760 045 027€	12,54%
2008	3 736 947 618 au 31 août 2008 (3 754 787 035 € au 31 août 2007)	- 0,48 %

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

LES ENTREPRISES : Activité des entreprises (4)

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Seine-Saint-Denis (suite)

SYNTHESE

Données globales : Seine-Saint-Denis (en milliards d'euros)

<i>Période</i>	<i>Chiffre d'affaires</i>	<i>TVA Brute totale (application des taux de TVA)</i>	<i>TVA déductible sur immobilisations</i>	<i>TVA nette à payer *</i>
Année 2005	110,38	15,58	0,87	4,83
Année 2006	119,74	16,81	0,99	5,12
Année 2007	142,56	19,61	1,01	5,76
Au 31 août 2008 (Au 31 août 2007)	95,25 (93,84)	12,83 (12,86)	0,81 (0,69)	3,74 (3,75)

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

*Les entreprises ou groupes dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 400 millions d'euros versent leur TVA à la « Direction des grandes entreprises », direction à compétence nationale.

Pour les autres entreprises, c'est la Direction des services fiscaux territorialement compétente qui encaisse la TVA.

A ce titre, les recettes effectivement perçues par la DSF de Seine-Saint-Denis s'élèvent à :

Année 2005	Année 2006	Année 2007	Au 31 août 2008
3 024 877 073 €	2 980 977 614 €	3 141 773 288 €	2 008 936 663 €

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

LES ENTREPRISES : Activité des entreprises (5)

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Seine-Saint-Denis (suite)

SYNTHESE

Données globales : Région Ile-de-France (en milliards d'euros)

<i>Période</i>	<i>Chiffre d'affaires</i>	<i>TVA Brute totale (application des taux de TVA)</i>	<i>TVA déductible sur immobilisations</i>	<i>TVA nette due</i>
Année 2005	1777,87	244,45	16,70	70,38
Année 2006	1902,38	263,09	19,15	75,72
Année 2007	2010,98	275,62	20,99	78,59
Au 31 août 2008	1 539,20	196,22	15,10	54,96

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

Evolution des recettes d'impôts sur les sociétés (IS) dans le département de la Seine-Saint-Denis

Les entreprises ou groupes dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 400 millions d'euros versent l'IS à la « Direction des grandes entreprises », direction à compétence nationale.

Pour les autres entreprises, c'est la Direction des services fiscaux territorialement compétente qui encaisse l'IS.

A ce titre, les recettes effectivement perçues par la DSF de Seine-Saint-Denis s'élèvent à :

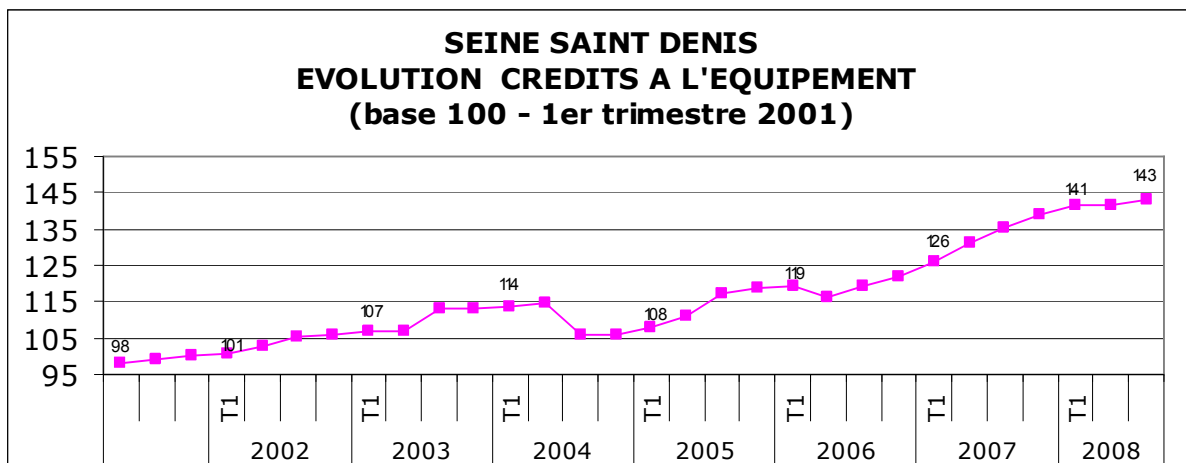
Année 2005	Année 2006	Année 2007	Au 30 juin 2008
692 670 471 €	732 278 219 €	884 557 140 €	547 615 798 €

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

LES ENTREPRISES : Niveau de l'investissement

Crédits à l'équipement des entreprises

Alors que depuis le deuxième trimestre 2006, l'augmentation des crédits à l'équipement est continue et régulière, les neuf premiers mois de 2008 confirment l'infléchissement pressenti en mai dernier avec une croissance beaucoup plus modérée, estimée à 1,7% en glissement annuel. Pour mémoire, l'année 2005 s'était caractérisée par un important taux de croissance (+9,25%), l'année 2006 avait été marquée par un taux plus modéré (+6,7%) et l'année 2007 affichait un taux de croissance particulièrement soutenu (+10,3%).



Source : Banque de France

LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D’AFFAIRES

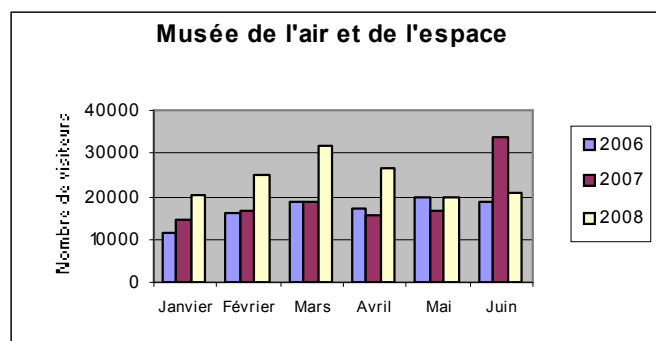
- Le 1^{er} semestre affiche des résultats contrastés quant à la fréquentation des principaux lieux touristiques du département.
- L’activité hôtelière peut être qualifiée d’excellente, les taux d’occupation ont atteint des niveaux très élevés.
- Le développement des parcs des expositions du Bourget et de Villepinte s’est poursuivi, caractérisé par l’organisation de salons à vocation nationale et internationale.

LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES : Les principaux lieux touristiques

Le premier semestre 2008 affiche des résultats contrastés : net progrès pour le Musée de l'air et de l'espace, net recul pour le Stade de France et léger recul pour la Basilique de Saint-Denis.

Musée de l'air et de l'espace

Le Musée de l'air et de l'espace a été désigné pour participer à l'expérimentation de la gratuité décidée par l'Etat. Les chiffres témoignent d'un effet incontestable sur la fréquentation : sur le 1^{er} semestre, le nombre de visiteurs progresse de 23% par rapport à 2007. Encore ce taux est-il minoré du fait de la tenue, en juin 2007, du Salon de l'aéronautique (de janvier à mai la progression est de 48%). La gratuité n'ayant pas entraîné de chute du chiffre d'affaires, compte tenu du maintien d'activités payantes, le Musée prolonge l'expérience de gratuité.



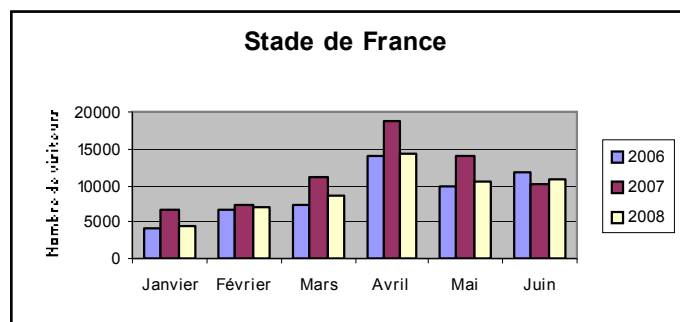
	2006	2007	2008	2008/2007
Janvier	11594	14317	20259	42%
Février	16013	16702	24895	49%
Mars	18895	18834	31587	68%
Avril	16895	15825	26379	67%
Mai	19818	16677	19775	19%
Juin	18849	33680	20778	-38%
Total	104070	118042	145681	23%

Source : Comité Départemental du Tourisme 93

Stade de France

Après une année 2007 qui avait débuté par un 1^{er} semestre prometteur, 2008 commence par un recul important du nombre de visiteurs du Stade en tant que monument. Repassant nettement sous la barre des 60 000 visiteurs, la fréquentation marque un recul de 18% et retrouve un niveau proche du 1^{er} trimestre 2006. Si le public individuel continue de progresser légèrement, celui des groupes marque un sévère repli : au printemps 2007 une opération promotionnelle en direction des scolaires avait, en effet, stimulé la fréquentation.

Pour ce qui concerne les événements, la fréquentation reste élevée avec 973 926 spectateurs pour 13 événements soit 120 000 de plus qu'en 2007.



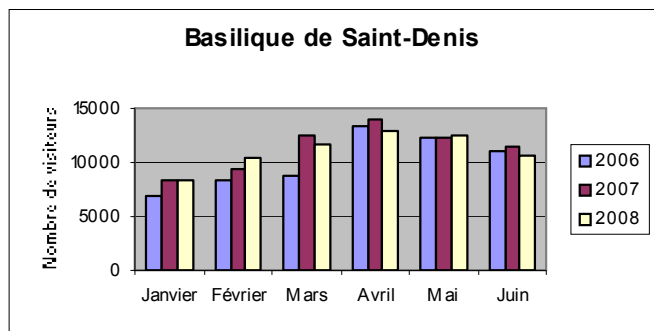
	2006	2007	2008	2008/2007
Janvier	4167	6667	4301	-35%
Février	6570	7295	6865	-6%
Mars	7379	11021	8670	-21%
Avril	13867	18845	14377	-24%
Mai	9817	13884	10357	-25%
Juin	11772	10187	10804	6%
Total	55578	69906	57382	-18%

Source : Comité Départemental du Tourisme 93

Basilique de Saint-Denis

Avec un peu plus de 68 000 visiteurs, la fréquentation de la Basilique marque un léger recul de 3% mais se maintient à un niveau nettement supérieur à celui de 2006.

La Basilique se situe devant le Stade de France mais très loin du Musée de l'air et de l'espace.



	2006	2007	2008	2008/2007
Janvier	6979	8402	8265	-2%
Février	8260	9434	10453	11%
Mars	8796	12538	11652	-7%
Avril	13392	13907	12842	-8%
Mai	12215	12273	12403	1%
Juin	10962	11399	10531	-8%
Total	62610	69960	68154	-3%

Source : Comité Départemental du Tourisme 93

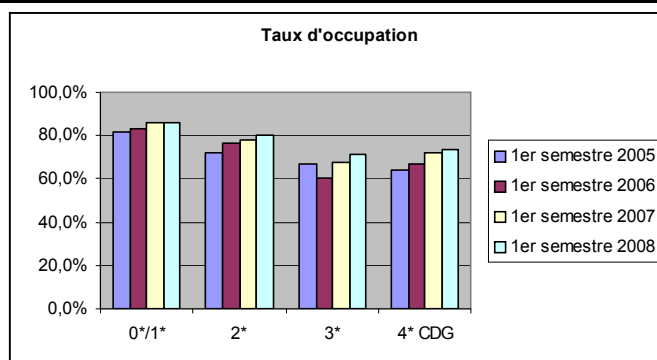
LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES : L'hôtellerie (1)

Tous les indicateurs témoignent d'une très bonne activité hôtelière au premier semestre 2008. Mais le niveau très élevé des taux d'occupation, comparable à celui qui avait été atteint en 2000, peut laisser penser que le point haut du cycle est proche.

Des taux d'occupation très élevés

La tendance à la hausse constatée depuis 2005 se poursuit au 1^{er} semestre 2008. Si l'occupation des établissements de catégorie super-économique est quasiment stable par rapport au 1^{er} semestre 2007 (-0,3 point), elle reste à un niveau très élevé (85,7%). Les hôtels de catégorie économique franchissent la barre des 80%, en progressant de 2,5 points. Les hôtels de moyenne et de haut de gamme affichent des taux supérieurs à 70% et progressent respectivement de 3,3 et de 1,3 points.

Taux d'occupation	1er semestre 2005	1er semestre 2006	1er semestre 2007	1er semestre 2008
0*/1*	81,5%	82,9%	86,0%	85,7%
2*	71,9%	76,4%	77,6%	80,1%
3*	66,6%	60,6%	67,7%	71,0%
4* CDG	64,2%	66,6%	72,1%	73,4%

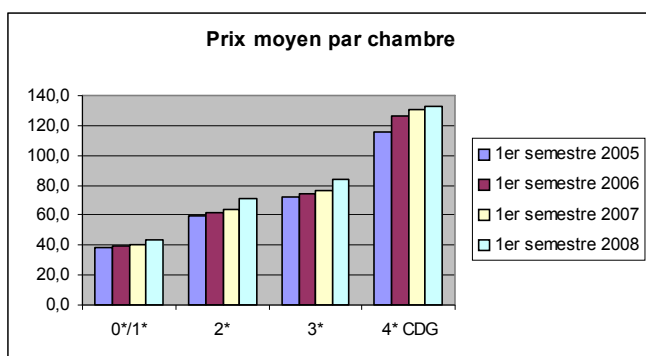


Source : Comité Départemental du Tourisme 93

Des prix moyens encore en hausse

C'est dans les hôtels de catégorie économique et de moyenne gamme que la hausse du prix moyen est la plus forte (près de 11%). Dans les établissements super-économiques, la hausse est supérieure à 6%. Elle est proche de 2% dans les hôtels haut de gamme. Sur trois ans (1^{er} semestre 2005 – 1^{er} semestre 2008) la hausse des prix moyens est importante :

- 14% en super-économique,
- 20% en économique,
- 16,5% en moyenne gamme,
- 15% en haut de gamme.



Prix moyen par chambre	1er semestre 2005	1er semestre 2006	1er semestre 2007	1er semestre 2008
0*/1*	38,0	39,4	40,8	43,3
2*	59,0	61,0	64,0	71,0
3*	72,0	74,2	75,9	83,9
4* CDG	116,0	126,1	130,5	133,1

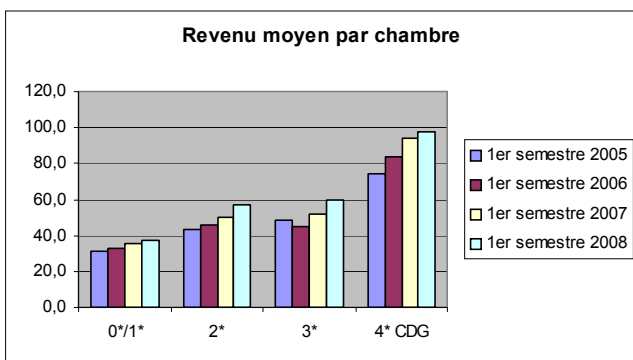
Source : Comité Départemental du Tourisme 93

LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D’AFFAIRES : L’hôtellerie (2)

Des revenus moyens par chambre qui progressent

Le revenu moyen par chambre, principal indicateur de rentabilité augmente d’environ 15 % en catégorie économique et en moyenne gamme. Il augmente de plus de 6% en super économique et de près de 4% en catégorie haut de game. Sur trois ans, la progression est remarquable :

- + 19,7% en super-économique,
- + 32,3% en économique,
- + 24,0% en moyenne gamme,
- + 32,0% en haut de gamme.



Revenu moyen par chambre	1er semestre 2005	1er semestre 2006	1er semestre 2007	1er semestre 2008
0*/1*	31,0	32,7	35,1	37,1
2*	43,0	45,7	49,7	56,9
3*	48,0	44,9	51,4	59,5
4* CDG	74,0	83,9	94,0	97,7

Source : Comité Départemental du Tourisme 93

LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES : Les chiffres clés « salons »

Chiffres clés « salons » sur le Parc des expositions Paris Nord – Villepinte (PNV)

Pour rappel : Résultats 2007

	2007
Nombre de salons	33
<i>dont professionnels</i>	<i>30</i>
Nombre d'exposants	19 850
<i>dont exposants étrangers</i>	<i>9 540</i>
Nombre de visiteurs	901 580
<i>dont visiteurs étrangers</i>	<i>NC</i>

Source : nombre, CCIP-SEPNV ; visiteurs et exposants : organisateurs

Tendances 2007

Paris-Nord Villepinte a franchi le seuil des 200 000 m² grâce à l'inauguration en janvier du nouveau hall 7 de 15 000 m², situé à l'entrée du parc et bénéficie maintenant d'une surface brut couverte d'exposition de 206 000 m². La prochaine échéance d'extension du site est prévu pour 2010 ou 35 000 m² supplémentaires devraient voir le jour.

Les années impaires sont généralement moins bonnes à Paris-Nord Villepinte du fait de l'absence de certains grands salons biennaux comme le SIAL. Toutefois cette année 2007 reste inférieure à 2005 en termes de participation avec 19 850 exposants contre 26 000 sur toute l'année 2005 et 901 580 visiteurs contre 906 000 pour 2005.

Le parc a bénéficié au 2^{ème} semestre (plus riche en salons que le 1^{er}) de la tenue des salons biennaux *EQUIP AUTO*, *NATEXPO* (qui se tenait auparavant à la Porte de Versailles) et *TOLEXPO*. Paris-Nord Villepinte a accueilli également le salon tournant en Europe *TABEXPO* fin-novembre.

Après avoir accueilli son premier salon grand public – *Japan Expo* – en juillet 2006. Paris-Nord Villepinte a accueilli en novembre deux autres nouvelles manifestations non professionnelles *Chibi – Japan Expo* et *Kultima*.

Perspectives 2008

Le salon *Orhopa* qui a connu trois éditions à PNV s'installera en 2008 au Parc Floral. Paris-Nord a obtenu la tenue en 2008 des salons tournants en Europe *Health Ingredients* et *Natural Ingredients*.

Chiffres clés « salons » sur le Parc des expositions de Paris Le Bourget :

Pour rappel : Résultats 2007

	2007
Nombre de salons	22
<i>dont professionnels</i>	<i>13</i>
Nombre d'exposants	6 543
<i>dont exposants étrangers</i>	<i>2 155</i>
Nombre de visiteurs	1 147 224
<i>dont visiteurs étrangers</i>	<i>NC</i>

Source : nombre, CCIP-SEPNV ; visiteurs et exposants : organisateurs

Tendances 2007

Les années impaires sont généralement bonnes au Bourget, notamment grâce au *Salon de l'Aéronautique*. Le nombre de salons dépasse les 18 organisés en 2005, de même que les 6 543 exposants contre 6 000 en 2005 et 1 144 224 visiteurs contre 822 373 en 2005.

Le développement du Bourget se poursuit en 2007 avec la tenue de *Texworld*, du *Mondial du modélisme* et du *China Textile & Apparel Trade Fair* qui se tenaient auparavant respectivement au CNIT, à la Porte de Versailles et en Allemagne et le lancement de *Casting Expo*, même si le *Paris Moto Show* n'a pas connu de 2^{ème} session.

Le 47^{ème} *Salon de l'Aéronautique et de l'Espace* a connu une très forte participation : 153 920 visites professionnelles (soit 12 % de plus qu'en 2005) et environ 160 000 visiteurs grand public durant les trois jours qui leur étaient consacrés.

Perspectives 2008

Le nouveau salon *France Industrie*, salon de la sous-traitance industrielle, dont la CCIP est partenaire d'honneur, s'est déroulé du 3 au 5 juin.



L'EMPLOI

- Le taux de chômage départemental stagne au cours du 1^{er} semestre après deux ans de baisse régulière et continue.
- Le nombre d'allocataires du RMI repart à la hausse depuis le début de l'année.
- Le nombre de retours à l'emploi s'accroît, notamment les CDI et les contrats aidés.
- Plus des deux tiers des déclarations uniques d'embauche se font dans le secteur des services.
- La part du secteur des services dans l'emploi salarié total continue de croître au détriment du secteur industriel.

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction Départementale de l'Équipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Seine-Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est • Comité d'expansion économique de la Seine-Saint-Denis

L'EMPLOI : Le marché du travail (1)

Les demandes d'emplois en fin de mois et demandes d'emplois enregistrées en août 2008

Au mois d'août 2008, en valeur absolue, la variation annuelle des DEFM femmes (-9,0%), cadres (-10,5%) et chômeurs de longue durée (-15%) est supérieure à la moyenne générale (-8,6%).

Situation août 2008	Valeur	Évolution annuelle
a) Demande d'emploi fin de mois catégorie 1 :	64 319	- 8,6 %
- dont chômeurs longue durée	18 565	- 15,0 %
- dont jeunes < 25 ans	8 155	- 7,4 %
- dont cadres	3 431	- 10,5 %
- dont femmes	33 559	- 9,0 %
b) Demande d'emploi enregistrée catégorie 1 (cumul annuel au dernier mois connu) :	142 043	- 6,3 %
- dont jeunes - 25 ans	31 685	- 12,3 %
- dont femmes	67 292	- 6,5 %

Source : DARES-ANPE

Les offres d'emplois enregistrées (OEE), satisfaites et annulées

Les offres d'emploi durable représentent 58,7% des offres, leur progression est de 7,7% sur un an. Les offres d'emploi temporaire représentent 30,2% des offres, leur progression est négative avec -2,6% sur un an. Les offres d'emploi occasionnel représentent 11% des offres, leur progression est de 68,6% sur un an.

Situation août 2008	Valeur	Evolution 2008/2007
Offres d'emploi enregistrées tous types (cumul annuel au dernier mois connu) :	60 213	8,6 %
- dont nature du contrat emploi durable	35 362	7,7 %
- dont nature du contrat emploi temporaire	18 199	- 2,6%
- dont nature du contrat emploi occasionnel	6 652	68,6 %
Offres d'emploi satisfaites tous types (cumul annuel au dernier mois connu)	52 148	11,6 %

Source : DARES-ANPE

Les autres caractéristiques

Le recueil des offres par taille d'établissements		
	3T 2008	évolution 3T 2008 / 3T 2007
0 salarié	1 035	2,27%
1 à 5 salariés	3 402	-24,65%
6 à 9 salariés	1 108	-30,24%
10 à 19 salariés	2 122	-0,18%
20 à 49 salariés	1 617	31,31%
50 à 99 salariés	883	-1,58%
100 à 199 salariés	1 176	6,51%
200 à 499 salariés	801	-4,31%
500 salariés et plus	1 312	34,42%
non défini	905	-12,94%
Total	14 361	-4,01%

Source : ANPE

Les principaux secteurs recruteurs (base NAF)			
	3T 2008	évolution 3T 2008 / 3T 2007	
AGRICULTURE	1	-80,00%	
INDUSTRIE	661	4,26%	
B.T.P	993	-1,10%	
TERTIAIRE	12 706	-4,60%	
dont	Commerce, réparations d'automobiles et motocycles	2 152	-1,74%
	Transports et entreposage	710	-14,56%
	Hébergement et restauration	918	19,69%
	Information et communication	690	-34,03%
	Activités financières et d'assurance	333	-39,78%
	Activités immobilières	126	-22,22%
	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 055	7,76%
	Activités de services administratifs et de soutien	2 796	-7,20%
	Administration publique	697	-6,82%
	Enseignement	985	-16,74%
	Santé humaine et action sociale	1 027	7,65%
	Arts, spectacles et activités créatives	358	82,65%
	Autres activités de services	812	33,11%
	Activités des ménages en tant qu'employeurs	47	-44,71%
Activités extra-territoriales	/	/	
Total	14 361	-4,01%	

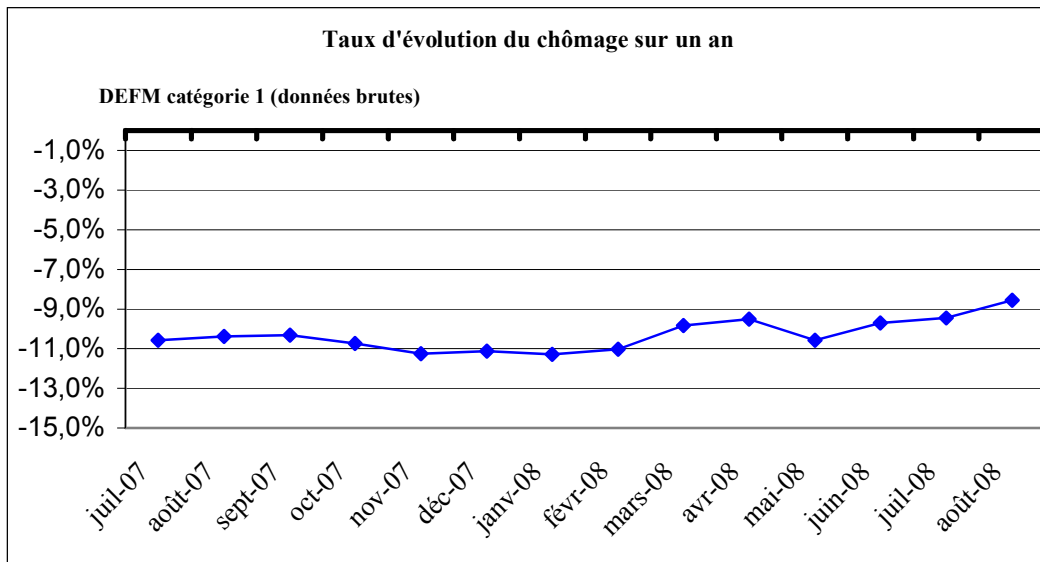
Source : ANPE

Les principaux métiers recherchés par les établissements offreurs		
	3T 2008	évolution 3T 2008 / 3T 2007
Personnel des services aux personnes et à la collectivité	1 766	-16,14%
Personnel des services administratifs et commerciaux	2 245	9,03%
Personnel de l'industrie hôtelière	1 303	25,89%
Personnel de la distribution et de la vente	1 860	5,50%
Professionnels des arts et du spectacle	335	-60,68%
Professionnels de la formation initiale et de la formation continue	425	18,38%
Professionnels de l'intervention sociale, du développement local et de l'emploi	559	9,82%
Professionnels de la santé (professions paramédicales)	220	30,18%
Professionnels de la santé (professions médicales)	16	-23,81%
Cadres administratifs et professionnels de l'information et de la communication	530	6,21%
Cadres commerciaux	288	2,49%
Personnel de l'agriculture et de la pêche	71	9,23%
Personnel du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction	961	-3,22%
Personnel du transport et de la logistique	1 758	-26,07%
Personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique	714	13,69%
Personnel des industries de process	57	-22,97%
Personnel des autres industries (matériaux souples, industries graphiques, ameublement et bois)	103	-26,95%
Personnel de type artisanal	212	3,92%
Maîtrise industrielle	28	21,74%
Techniciens industriels	500	20,77%
Cadres techniques de l'industrie	135	11,57%
Agents de maîtrise, techniciens et cadres techniques hors industrie	275	3,00%
Total	14 361	-4,01%

Source : ANPE

Les taux d'évolution du chômage sur un an

Après une courbe à peu près stable aux alentours de -11% de juillet 2007 à février 2008, la demande d'emploi a montré une première ascension en mars & avril 2008, pour retomber en mai à hauteur de -10,6%. Cependant, de juin à août 2008, la demande d'emploi est orientée à la hausse (-9,7% en juin 2008). Sur un an, la demande d'emploi passe de -10,4% en août 2007 à -8,6% en août 2008.

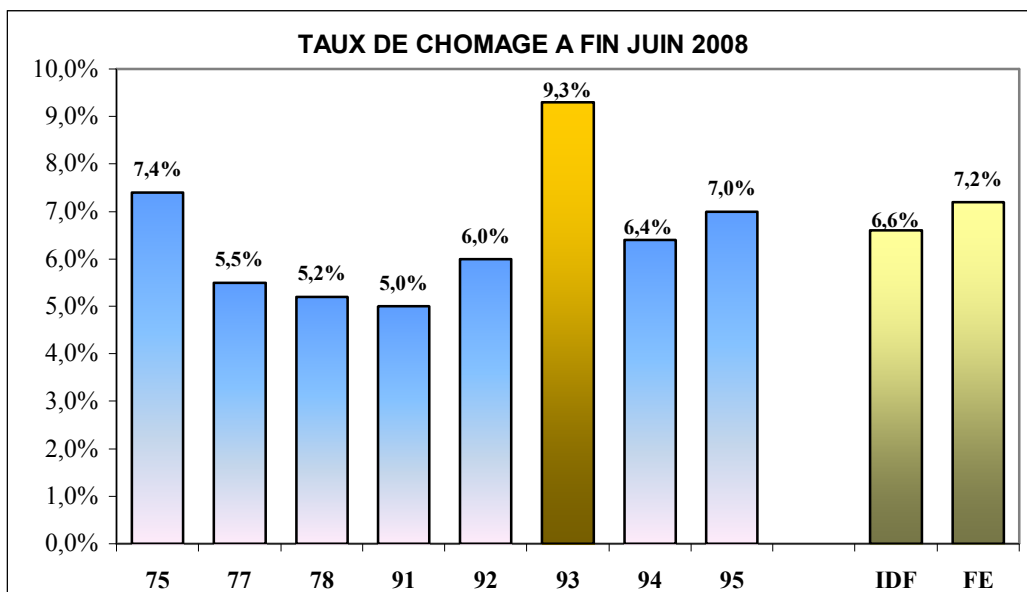


Source : DARES-ANPE (traitement DDTEFP)

Taux de chômage fin décembre 2007

A la fin du 2^{ème} trimestre 2008, le taux de chômage s'élève en Seine-Saint-Denis à 9,3% (contre 6,6% en Ile de France et 7,2% pour la France entière).

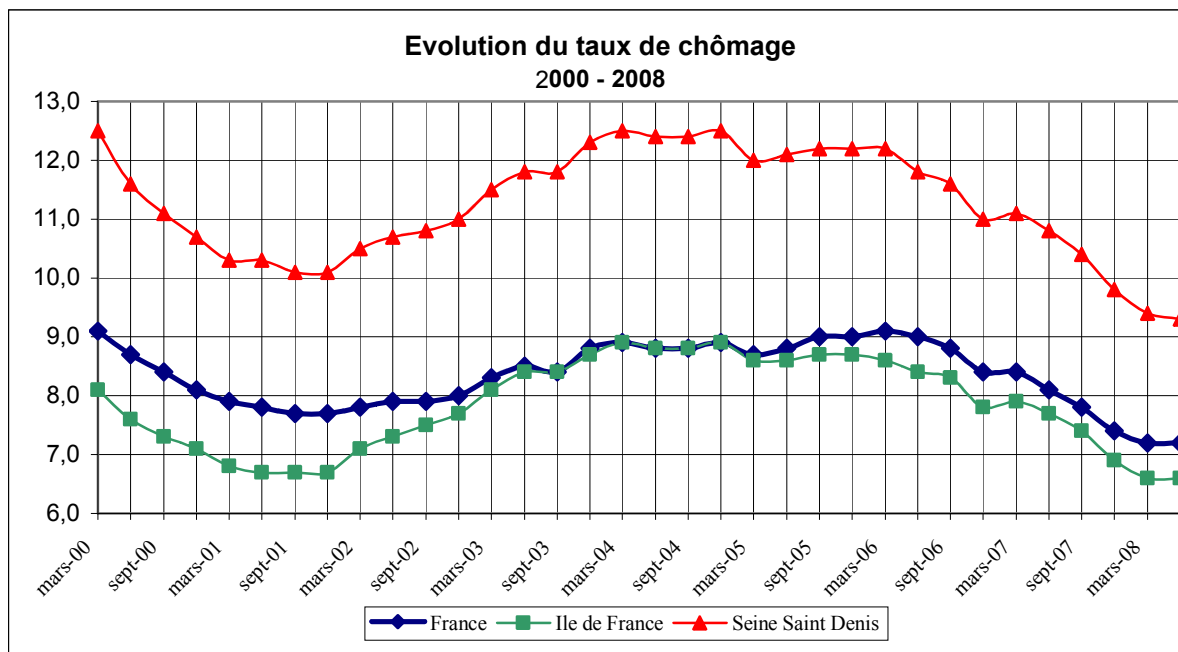
Ce taux est le plus élevé de l'Ile de France mais sur un an la baisse est la plus importante des départements de la région IDF avec -1,5 point par rapport au 2^{ème} trimestre 2007.



Source : INSEE

Evolution du taux de chômage

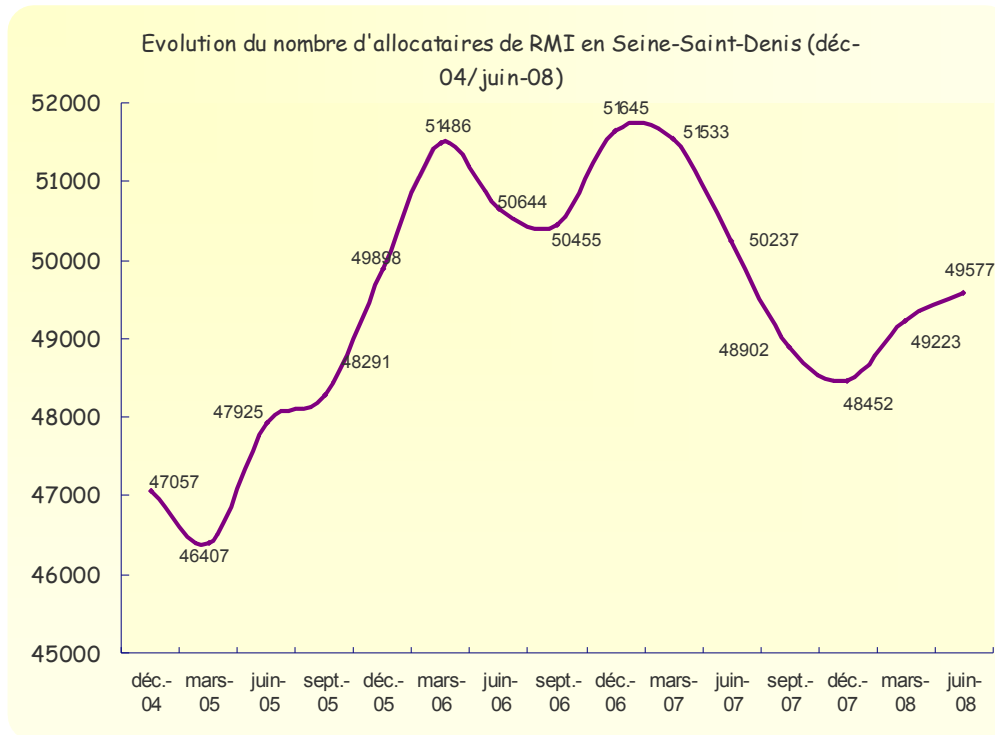
Cette courbe comporte des mesures semestrielles. L'évolution du taux de chômage en Seine-Saint-Denis décroît depuis juin 2006 suivant les courbes de la Région Ile-de-France et de la France métropolitaine mais à un niveau plus élevé. Cependant, un ralentissement est observé depuis mars 2008.



Source : INSEE

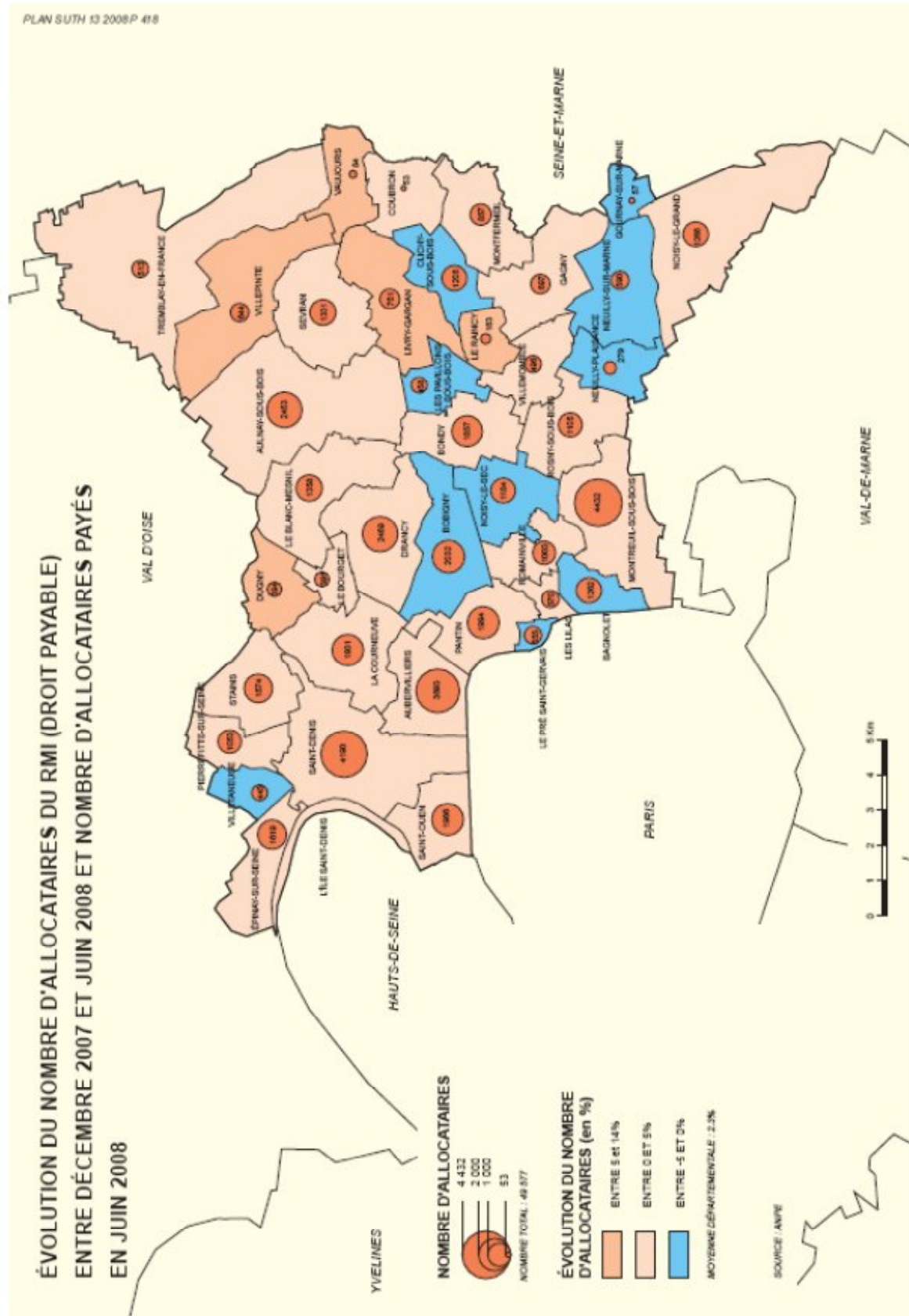
L'EMPLOI : Le marché du travail (2)

Le nombre d'allocataires du RMI



Source : CAF et Conseil Général 93

Au cours des six premiers mois de l'année 2008, le nombre d'allocataires du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) s'est accru en Seine-Saint-Denis. Il est passé de 48 452 allocataires à la fin de l'année 2007 à 49 577 en juin 2008. Soit une progression de 2,3% en un semestre. C'est l'équivalent de 1 125 personnes de plus dans le dispositif au cours de la période.



Sources : CG93/Caisse d'Allocations Familiales

Entre décembre 2007 et juin 2008, le nombre d'allocataires du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) croît de 2,3% en Seine-Saint-Denis.

Cette croissance observée au niveau départemental, n'est pas vraie pour toutes les villes. Ainsi, l'évolution du nombre d'allocataires du RMI dans les villes varie de -5% à +13%, soit une amplitude de 18 points.

De cette situation, trois groupes de villes peuvent être constitués. La première concerne les villes où le nombre d'allocataires décroît le plus : (-5 à 0%). Le deuxième groupe est constitué de villes où on enregistre une hausse modérée (0 à 5%). Le troisième groupe réunit les villes où l'augmentation est supérieure à 5%.

L'EMPLOI : Le marché du travail (3)

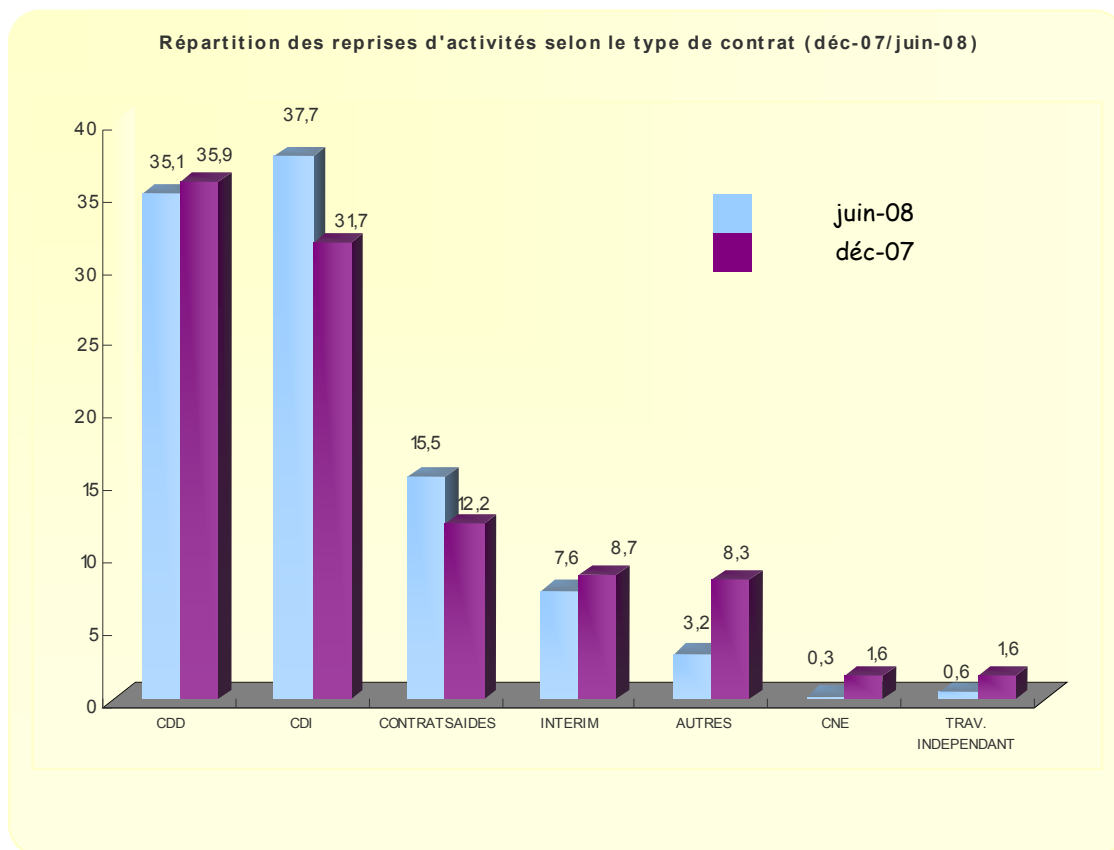
Les contrats d'insertion

LES CONTRATS D'INSERTION

Evolution du nombre de contrats d'insertion et du nombre de reprises par l'activité déclarés*						
	Cumul année 2007	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08
Nombre de contrats d'insertion signés	18 462	1 555	1 892	1 886	1 633	1 918
Nombre des reprises d'activités (déclarées)	2347	295	217	320	295	342
Taux de reprise d'activité (%)	12,7	18,97	11,5	17,0	18,1	17,8

* Le nombre de reprises par l'activité est ici inférieur à la réalité en raison du mode de comptage. Ne sont prises en compte que les personnes ayant déclaré une reprise d'activité.

Les reprises d'activité et la nature des contrats



Source : DAD - Service des Activités Economiques et de la Formation Professionnelle - Secteur Ressources Economiques et Sociales

Par rapport au mois de décembre 2007, le nombre de reprises d'activité déclaré au mois de juin 2008, est en augmentation de 6,9% (342 contre 320). Sur les types de contrats signés lors de ces reprises d'activité, on observe une augmentation de la part des CDI (+7 points) et des contrats aidés (+3,3 points).

A l'inverse tous les autres types de contrat sont en diminution : -0,8 point pour les CDD, -1,1 point pour l'intérim et -3,2 points pour les autres types de contrat. En ce qui concerne les CNE et les travailleurs indépendants, ils ont quasiment disparus au cours de la période.

L'EMPLOI : Le marché du travail (4)

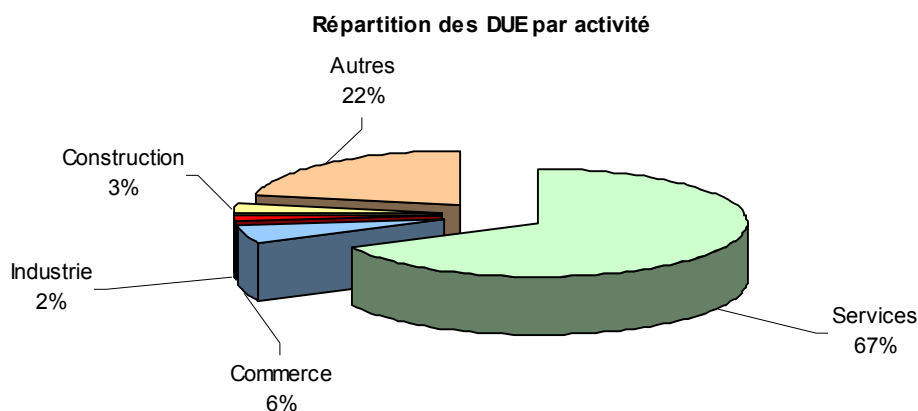
Les Déclarations Uniques d'Embauches (DUE) par secteur d'activités, par sexe et par tranche d'âge

Suite au changement de nomenclature intervenu en début d'année, la part des activités inconnues est très importante et la comparaison avec les périodes précédentes est donc impossible.

Secteur d'activité		Déclaration d'embauche 1er S. 08	Poids secteur
SERVICES	Transports	14 018	3,68%
	Activités financières	1 485	0,39%
	Activités immobilières	1 361	0,36%
	Services aux entreprises	120 404	31,57%
	Services aux particuliers	120 434	31,58%
	SERVICES	257 702	67,57%
COM.	COMMERCE	20 309	5,32%
INDUSTRIE	Industries agricoles et alimentaires	2 161	0,57%
	Industries des biens de consommation	4 196	1,10%
	Industrie automobile	123	0,03%
	Industries des biens d'équipement	902	0,24%
	Industries des biens intermédiaires	980	0,26%
	Energie	118	0,03%
	INDUSTRIE	8 480	2,22%
CON.	CONSTRUCTION	10 972	2,88%
AUTRES	Agriculture, sylviculture, pêche	12	0,00%
	Education, santé, action sociale	15 147	3,97%
	Administration	6 377	1,67%
	Inconnue	62 408	16,36%
	AUTRES	83 944	22,01%
TOTAL		381 407	100,00%
Dont	Entreprises de Travail Temporaire	79 871	20,94%
	Artistes auteurs	23 624	6,19%
	Hôtels café restaurants	27 340	7,17%

Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne

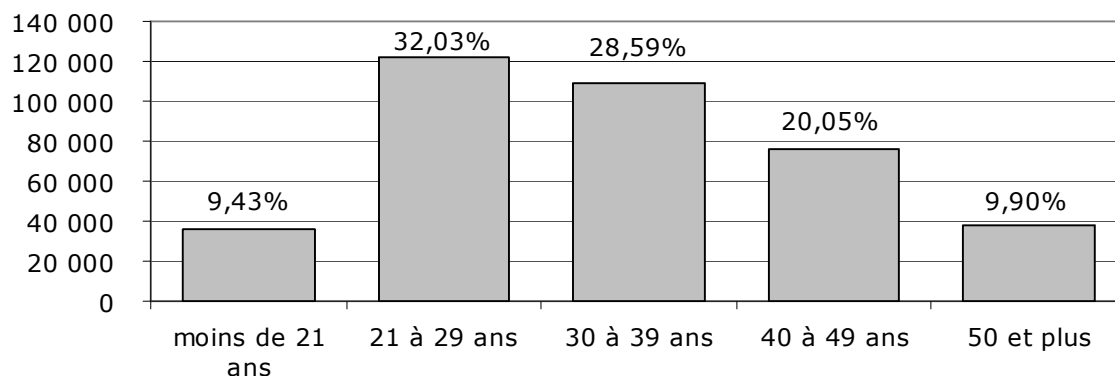
Les Déclarations Uniques d'Embauches (DUE) par secteur d'activités, par sexe et par tranche d'âge (suite)



Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne

<i>SERVICES</i>	257 702	67,57%
<i>COMMERCE</i>	20 309	5,32%
<i>INDUSTRIE</i>	8 480	2,22%
<i>CONSTRUCTION</i>	10 972	2,88%
<i>AUTRES</i>	83 944	22,01%
TOTAL	381 407	100,00%

Répartition des DUE selon l'âge du salarié

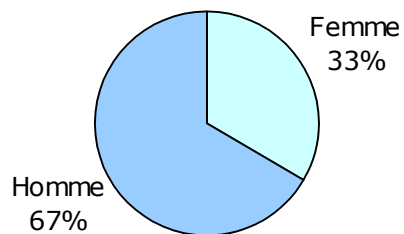


Tranche d'âge	Nb de DUE	%	Tranche d'âge	Nb de DUE	%
moins de 21 ans	35 984	9,43%	moins de 21 ans	35 984	9,43%
21 à 24 ans	58 242	15,27%	21 à 29 ans	122 152	32,03%
25 à 29 ans	63 910	16,76%	30 à 39 ans	109 039	28,59%
30 à 34 ans	56 375	14,78%	40 à 49 ans	76 463	20,05%
35 à 39 ans	52 664	13,81%	50 et plus	37 769	9,90%
40 à 44 ans	44 307	11,62%	Total	381 407	100%
45 à 49 ans	32 156	8,43%			
50 à 54 ans	20 334	5,33%			
plus de 55 ans	17 436	4,57%			
Total	381 407	100,00%			

Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne

Les Déclarations Uniques d’Embauches (DUE) par secteur d’activités, par sexe et par tranche d’âge (suite)

Répartition des DUE par sexe



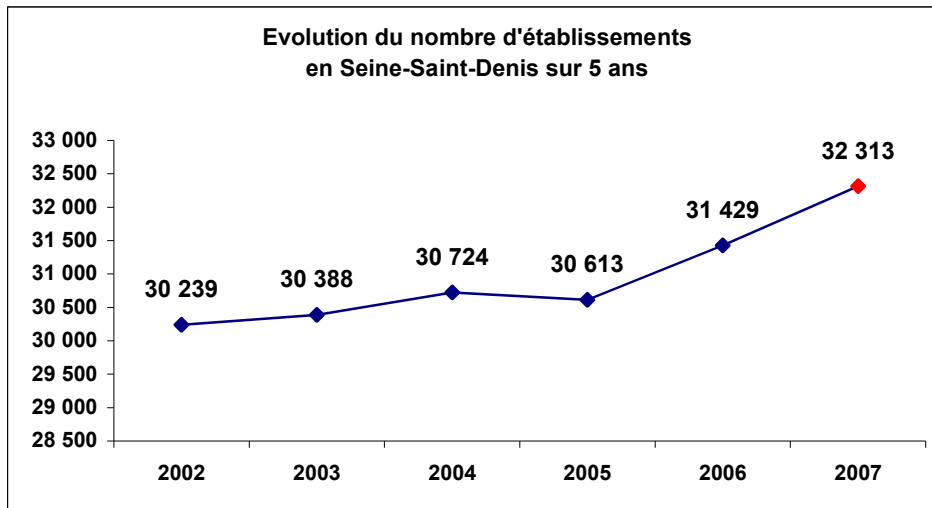
Sexe	Nb de DUE	%
Femme	127 079	33%
Homme	254 328	67%
Total	381 407	100%

Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne

L'EMPLOI : Données sur l'emploi (1)

Evolution du nombre d'établissements (2007 : données provisoires)

De 2002 à 2007, le nombre d'établissements en Seine-Saint-Denis s'est accru de 2 074 entreprises, passant de 30 239 à 32 313, soit une progression de 6,8%.

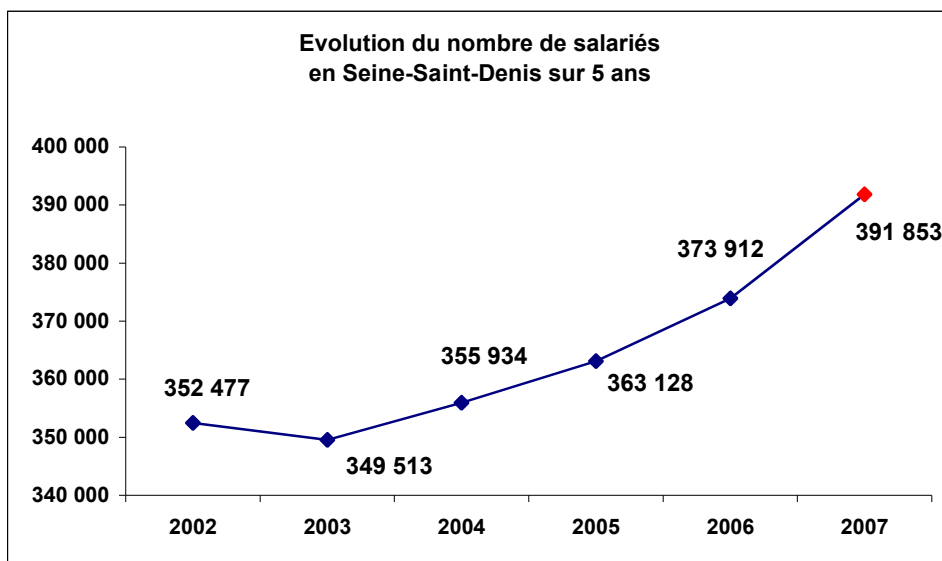


Source : DDTEFP 93 / Groupement des ASSEDICS de la Région Parisienne

Evolution du nombre de salariés (2007 : données provisoires)

De 2002 à 2007, l'emploi salarié est passé de 352 477 en 2002 à 391 853 en 2007, soit une progression de 39 376 emplois (+11,1%).

La dynamique enclenchée en matière de création d'emplois se poursuit (+ 6 421 salariés soit +1,8% de 2003 à 2004, + 7 194 salariés soit +2% de 2004 à 2005, + 10 784 salariés soit +3% de 2005 à 2006, 17 941 salariés soit +4,8 de 2006 à 2007).

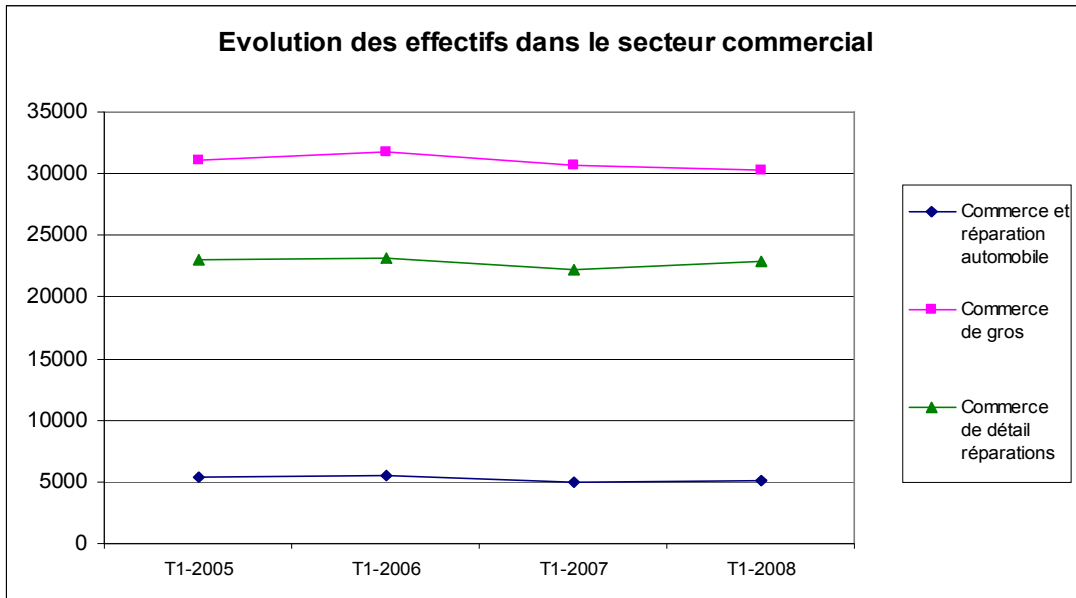


Source : DDTEFP 93 / Groupement des ASSEDICS de la Région Parisienne

L'EMPLOI : Données sur l'emploi (2)

Evolution des effectifs dans le secteur commercial

Le commerce de détail et les réparations présentent une baisse des effectifs depuis le 1^{er} trimestre 2005 : 0,7%. Le commerce de gros baisse également, mais de 2,6% sur la même période. C'est d'ailleurs lui qui présente la plus forte baisse en valeur absolue avec 820 emplois. Quant au commerce et à la réparation automobile, la baisse est de 6,1%.

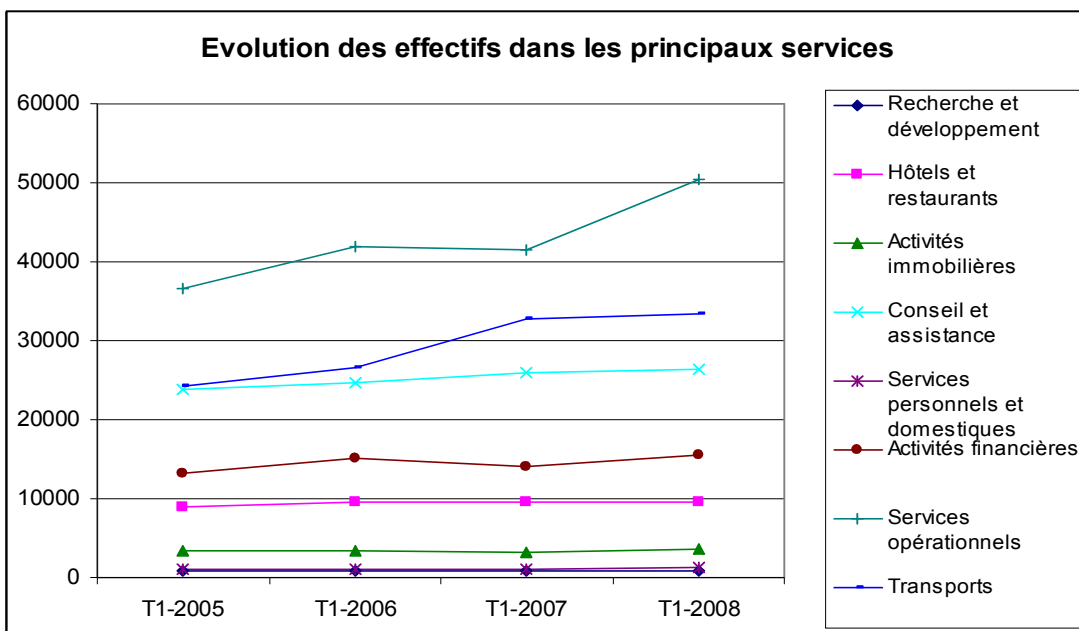


Source : UNEDIC (Données estimatives)

Evolution des effectifs dans les principaux secteurs d'activité des services

Les transports (+38,1%), les services opérationnels (+37,9%), les activités financières (+18,6%) sont les services qui ont le mieux progressé depuis le 1^{er} trimestre 2005.

La recherche et le développement enregistrent la croissance la plus faible avec 1,5%.

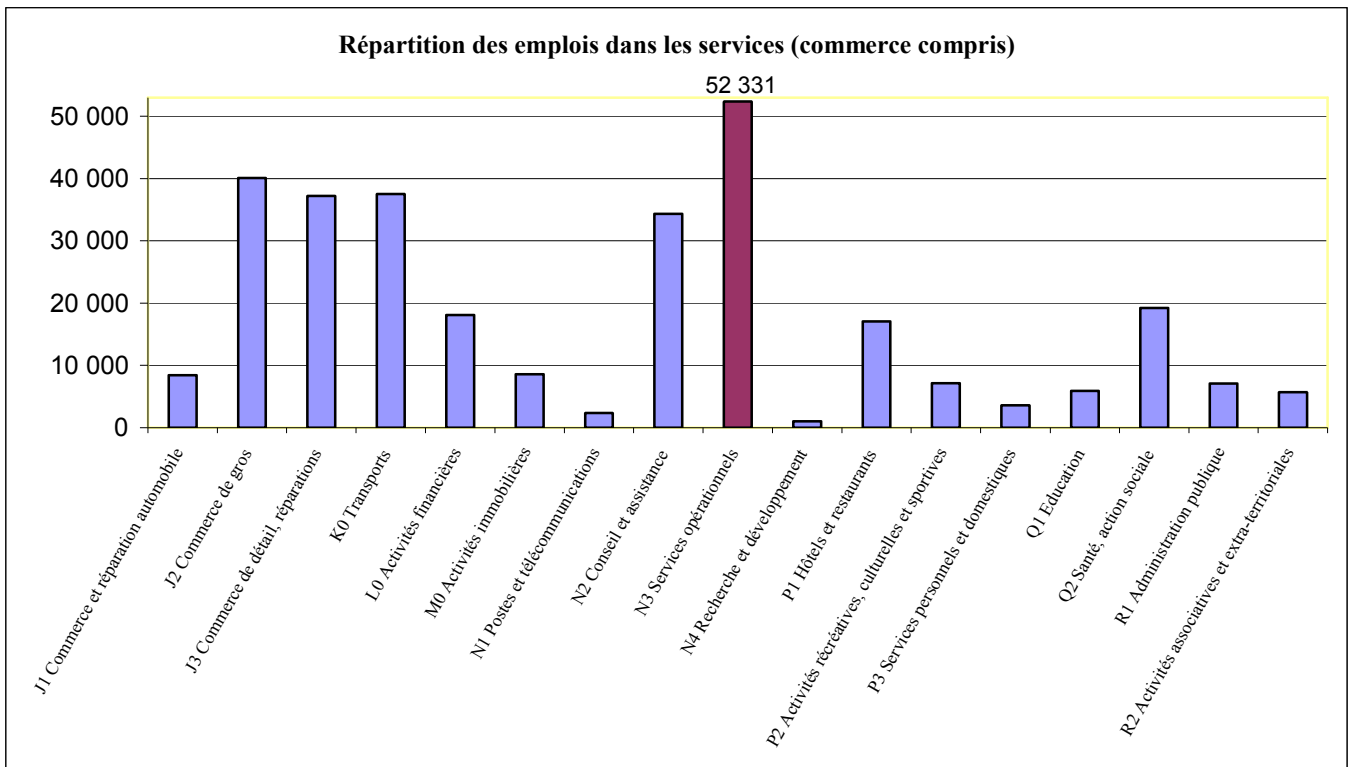


Source : UNEDIC (Données estimatives)

L'EMPLOI : Données sur l'emploi (3)

Répartition des emplois dans les services en 2007 (données provisoires) en Seine-Saint-Denis (commerce compris)

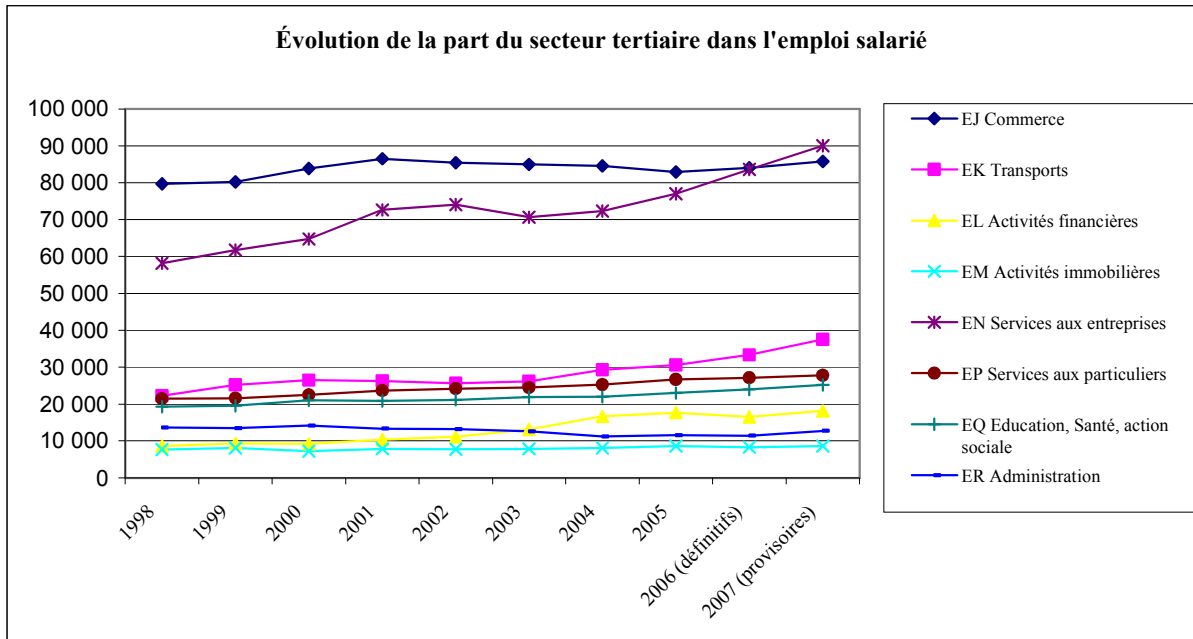
Les services opérationnels représentent la part la plus importante des services avec plus de 50 000 emplois, suivis de près par le commerce de gros, les transports et le commerce de détail.



Source : GARP/ UNEDIC (traitement DDTEFP 93)

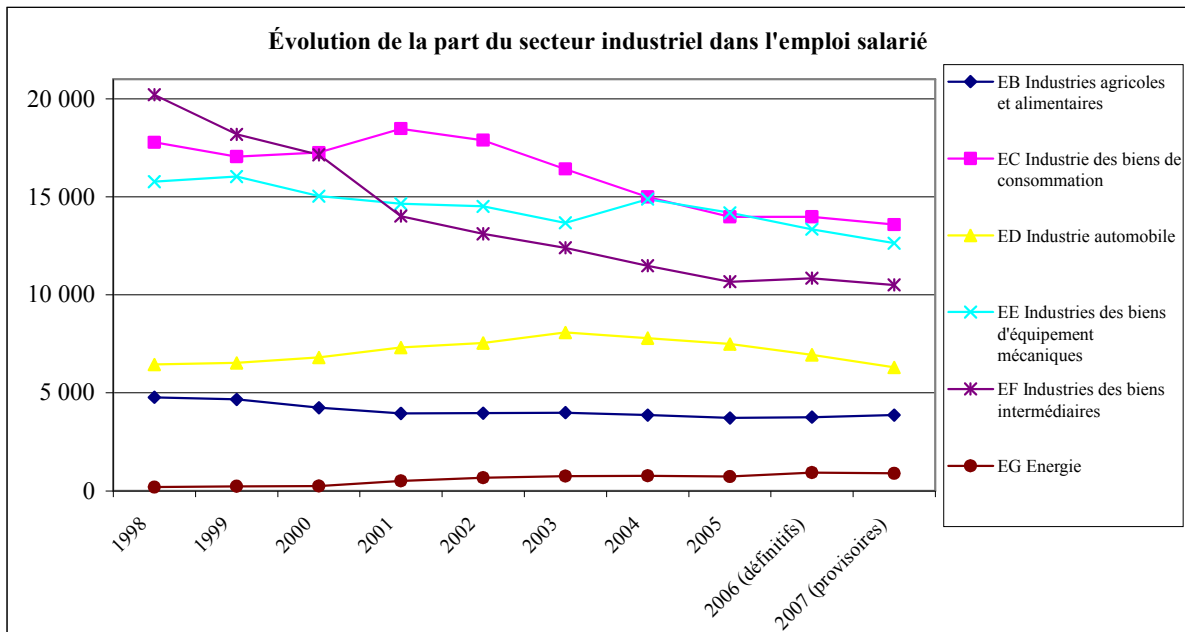
Evolution de la part des secteurs tertiaire et industriel dans l'ensemble des emplois salariés sur 10 ans

Selon le graphe ci-contre, il est constaté une progression sur l'ensemble des secteurs. Cependant, depuis 2003, la plus forte progression concerne les transports (+43%), les activités financières (+37%) et les services aux entreprises (+27%).



Source : GARP / UNEDIC (traitement DDTEFP 93)

Selon le graphe ci-dessous, il est constaté une régression sur l'ensemble des secteurs, sauf l'énergie qui est en progression constante (+ 18% de 2003 à 2007). Depuis 2003, la plus forte baisse concerne l'industrie automobile (-22%), l'industrie des biens de consommation (-17%) et l'industrie des biens intermédiaires (-15%).



Source : GARP / UNEDIC (traitement DDTEFP 93)

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER

- Le volume de construction de logements a connu une baisse sensible depuis le début de l'année ; à l'opposé, le volume de construction de locaux d'entreprises est en augmentation.
- Le marché des appartements neufs a connu un ralentissement d'activités sur la même période, alors que la moyenne des prix est restée orientée à la hausse.
- L'immobilier d'entreprise (bureaux, locaux d'activités et entrepôts) s'est montré particulièrement dynamique, porté par d'importantes transactions dans le neuf.
- Le niveau des investissements en immobilier d'entreprise est en très forte réduction.

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER :

La construction (1)

Les logements

Volume de la construction des logements neufs

Les analyses de la construction réalisées semestriellement pour le tableau de bord du Club 93 Conjoncture sont établies d'après les séries de chiffres dites « en date de prise en compte » (dans le système statistique) qui donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs départementaux du SDRIF (4 555 logements autorisés non annulés en moyenne annuelle sur les 15 années de la période 1990-2005 par rapport aux objectifs de 6 800 logements sur les 53 000 fixés à l'échelle régionale pour le SDRIF en vigueur, ces objectifs étant respectivement portés à 8 800 et 60 000 logements dans le projet de SDRIF).

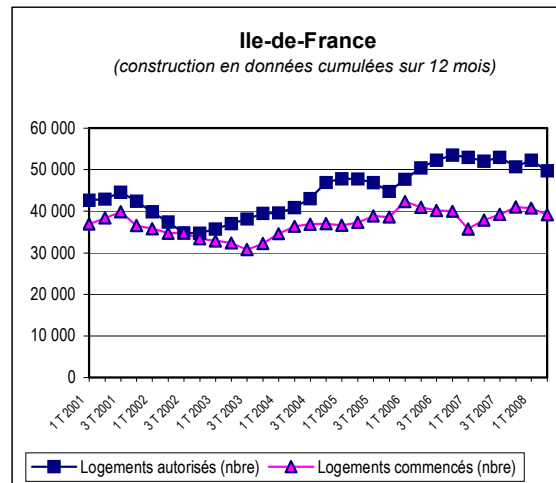
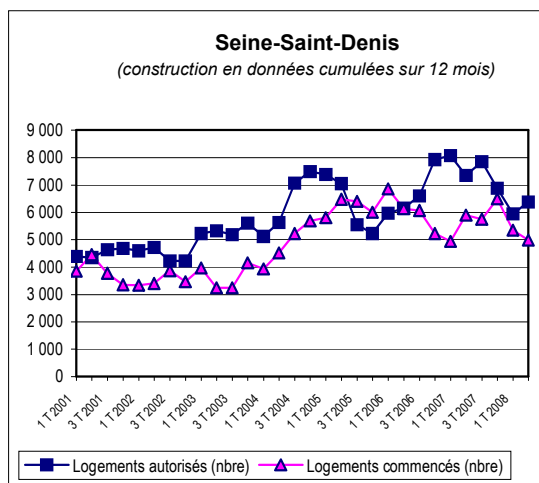
Avertissement : en Ile-de-France, la conjugaison de la réforme du permis de construire et de la pleine application de la décentralisation de l'instruction a fortement impacté la remontée des données statistiques sur la construction neuve. Aussi, les chiffres du premier semestre 2008 sont-ils à analyser avec précaution, d'autant plus que cette situation survient dans un contexte général de ralentissement de l'activité du marché immobilier. Les analyses habituelles aux échelles infra départementales seront rétablies dès retour à la normale de la collecte des données.

Compte tenu des réserves précédentes, en Seine-Saint-Denis, le volume de la production de logements neufs aurait connu une baisse sensible au 1^{er} semestre 2008 : 2 412 logements « ordinaires » auraient été autorisés soit -36 % par rapport au précédent semestre et -16% par rapport au 1^{er} semestre 2007. Aucun logement en résidence n'aurait été autorisé.

Cette situation se place dans un contexte régional également en retrait, mais de manière apparemment moins prononcée : près de 22 600 logements « ordinaires » autorisés, soit une baisse de l'ordre de 7 % par rapport au second semestre 2007 et -4 % par rapport au premier semestre. La part départementale de la production régionale, 10,7 % au premier semestre 2008, serait ainsi en recul, contre respectivement une part de 15,5 % et 12,2 % pour les deux précédents semestres.

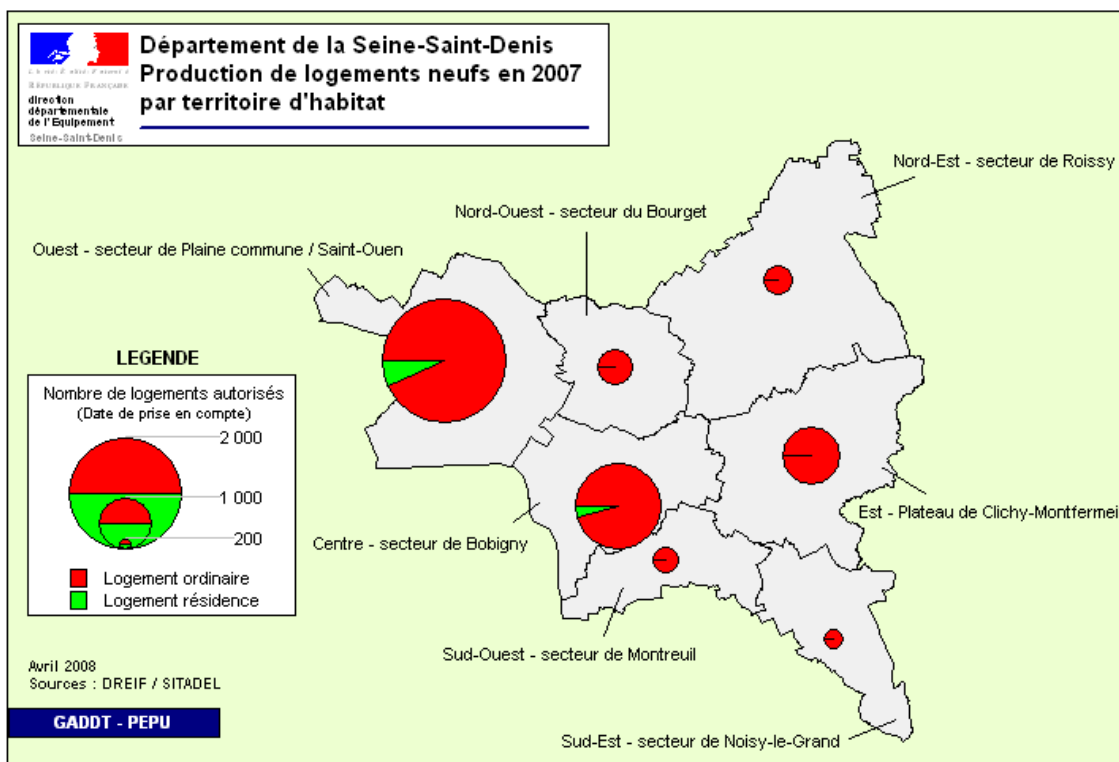
Les données provisoires montrent que la réalisation des projets de logements locatifs sociaux aidés par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (à Clichy-sous-Bois et Montfermeil, à La Courneuve) ont permis de maintenir un certain niveau d'activités.

D'une manière générale, les statistiques sur les mises en chantier de logements font ressortir une tendance baissière plus prononcée que celle des autorisations de construire, tant au niveau départemental que régional. Ces données ayant été davantage affectées par la perturbation conjoncturelle du suivi statistique, une interprétation de ces évolutions n'apparaît pas opportune.

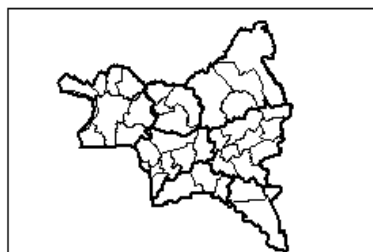


Source : SITADEL / Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France / DDE 93

Production de logements neufs en 2007 par territoire d'habitat (autorisation de construire)



LES TERRITOIRES



NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISÉS DU 01/01/2007 AU 31/12/2007

Territoire	Logt_ordinaire	Logt_résidence	Nombre_Total
ouest - secteur de Plaine commune	2 101	153	2 254
nord-ouest - secteur du Bourget	666	0	666
nord-est - secteur de Roissy	505	0	505
centre - secteur de Bobigny	1 480	73	1 553
est - plateau de Clichy-Montfermeil	1 044	0	1 044
sud-ouest - secteur de Montreuil	526	0	526
sud-est - secteur de Noisy-le-Grar	325	0	325
Total Seine-Saint-Denis	6 647	226	6 873

COMMENTAIRES

Source : DDE 93

D'après les données provisoires 2007, la répartition par territoires d'habitat de la Seine-Saint-Denis de la production départementale de logements neufs « ordinaires » (6 647) semble davantage en adéquation avec le poids de leur parc de logements.

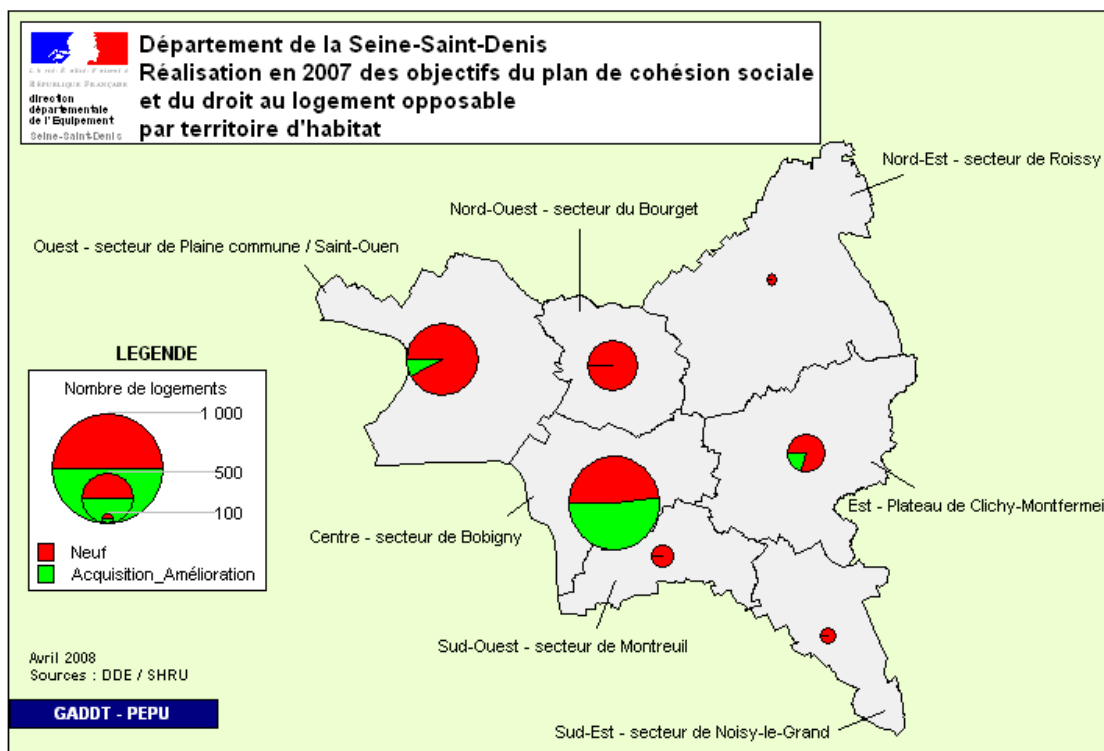
Si l'Ouest (secteur de Plaine Commune/Saint-Ouen) continue de concentrer la plus grosse part de la production départementale (le tiers), celle-ci recule par rapport aux deux années précédentes (41% en 2006, 45% en 2005) et tend à se rapprocher de l'importance du parc de logements de ce territoire (25% des résidences principales du département début 2006). Saint-Denis et Saint-Ouen restent les villes les plus actives (plus de 1 600 logements autorisés dans ces deux villes).

Le niveau de construction du secteur Centre s'est notablement élevé en 2007 (près de 1 500 logements ordinaires autorisés, soit 23% de la production départementale, contre 11% en 2006), ce territoire constituant 1/5 du parc départemental. Plus de 900 logements ont été autorisés à Pantin et Bobigny.

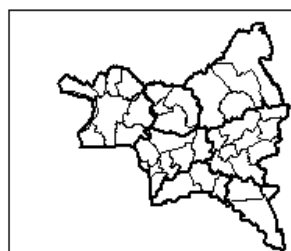
Les secteurs Est et Nord-Ouest ont également développé une offre nouvelle à la hauteur du poids de leur parc de logements avec 1 700 logements au total, soit 25% de la production départementale. En revanche, le niveau de construction des trois autres territoires (Sud-est, Sud-ouest et Nord-est) reste en retrait (20% de la production départementale 2007 pour les trois secteurs réunis qui totalisent un peu plus de 30% du parc départemental).

Contrairement à l'année 2006, la production de logements « en résidence » a été limitée (226 contre 1 322), se répartissant sur trois communes, Saint-Denis, Pantin et Bobigny.

Logements locatifs sociaux en 2007



LES TERRITOIRES



NOMBRE DE LOGEMENTS FINANCES OU AGREES EN 2007

Territoire	Neuf	Acquisition_Améliora	Total
ouest - secteur de Plaine commune	600	57	657
nord-ouest - secteur du Bourget	449	0	449
nord-est - secteur de Roissy	104	0	104
centre - secteur de Bobigny	408	432	840
est - plateau de Clichy-Montfermeil	282	76	358
sud-ouest - secteur de Montreuil	218	0	218
sud-est - secteur de Noisy-le-Grand	124	0	124
Total Seine-Saint-Denis	2 185	565	2 750

COMMENTAIRES

Source : DDE 93

En 2007, l'objectif départemental de production de logements locatifs sociaux fixé au niveau régional pour la mise en œuvre du Plan de Cohésion Sociale (PCS) était de 2 200 logements (comprises les acquisitions-améliorations mais hors reconstitution de l'offre locative sociale des projets ANRU et hors PLS de la Foncière Logements). Cet objectif a été rehaussé à 2 530 logements au titre de la mise en œuvre de la loi instituant le droit au logement opposable (DALO).

L'objectif 2007 relatif au PCS et à la loi DALO a été rempli à 108,5 % par la production de 2 750 logements réalisés en 58 opérations dont 44 en construction neuve (2 185 logements) et 14 en acquisition-amélioration (565 logements).

Ont en outre été financés, au-delà de la réalisation du PCS et de la prise en compte de la loi DALO, 620 logements au titre de l'ANRU (dont 575 logements neufs et 45 en acquisition-amélioration), et agréés 161 logements neufs PLS de la Foncière Logement.

La répartition par territoires de la réalisation des objectifs 2007 montre que le territoire du Centre (secteur de Bobigny) a produit plus de 30 % de l'objectif départemental, l'Ouest (secteur de Plaine Commune et Saint-Ouen) 24 %, le Nord-Ouest (secteur du Bourget) et l'Est (secteur du plateau de Clichy) en ayant respectivement développé 16 % et 13 %.

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER :

La construction (2)

Les locaux d'entreprises

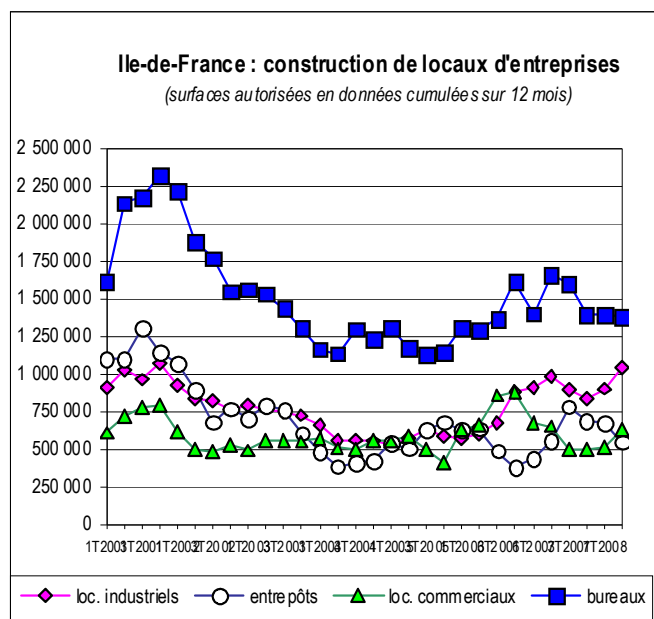
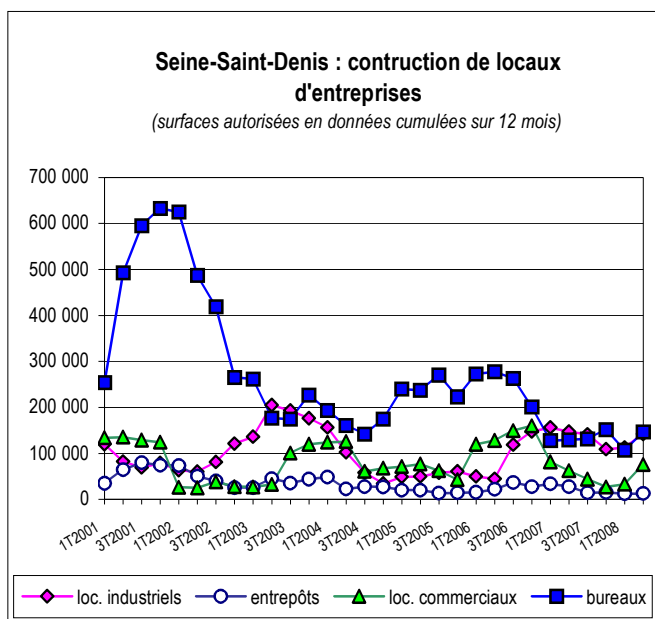
Volume de construction de locaux d'entreprises

Avertissement : en Ile-de-France, la conjugaison de la réforme du permis de construire et de la pleine application de la décentralisation de l'instruction a impacté la remontée des données statistiques sur la construction neuve. Aussi, les chiffres du premier semestre 2008 sont-ils à analyser avec précaution, d'autant plus que cette situation survient dans un contexte général de ralentissement de l'activité du marché immobilier.

Au premier semestre 2008, un peu plus de 190 000 m² de locaux destinés aux entreprises (bureaux, locaux industriels, entrepôts et locaux commerciaux) auraient été autorisés à la construction en Seine-Saint-Denis, soit une augmentation de 4% par rapport au semestre précédent (environ 185 000 m²) et de 63 % par rapport au 1^{er} semestre 2007 (près de 120 000 m² autorisés). La position de la Seine-Saint-Denis dans la production régionale de locaux se redresserait : elle atteindrait 11 % des autorisations de construire de l'Ile-de-France, contre une moyenne de 9 % en 2007.

Bureaux, locaux industriels et locaux commerciaux se partageraient, à plus de 30% chacun, le volume des autorisations de construire du semestre (environ 60 000 m² pour chaque catégorie de locaux). La production d'entrepôts reste minoritaire (moins de 9 000 m², soit 5% de la construction totale). Six projets immobiliers, développant au total près de 120 000 m² de locaux (bureaux, locaux commerciaux ou locaux industriels) représentent à eux seuls plus de 60% de l'activité départementale.

Au niveau régional, la production de locaux reste à un niveau soutenu avec plus de 1 820 000 m² autorisés, soit une progression de 4% par rapport au second semestre 2007. Avec près de 720 000 m², la place des bureaux demeure dominante (39% de la construction).



Source : SITADEL / Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER :

Le marché de l'immobilier (1)

Marché des appartements neufs (promotion privée)

En Seine-Saint-Denis, au premier semestre 2008, le marché des appartements neufs a connu un ralentissement d'activité par rapport aux deux semestres précédents, tout en conservant un rythme relativement soutenu : 1 161 appartements ont été réservés et 1 264 nouveaux logements mis en vente, contre, respectivement, 1 226 et 1 521 au second semestre 2007, soit un recul sur six mois de 5 % pour les réservations et de 17% pour les mises en vente. Si l'on observe une relative stabilité des ventes entre le premier et le second trimestre 2008 (580 appartements en moyenne), le niveau des mises en ventes a en revanche chuté de 40% : après un lancement encore très soutenu de près de 800 nouveaux appartements au premier trimestre, les promoteurs ont ensuite donné un coup de frein au développement de l'offre (474 mises en vente au second trimestre). Ainsi, le volume de l'offre a-t-il commencé à décroître après « un pic » à plus de 1 500 appartements à la fin mars 2008. Les 1 424 appartements proposés à la vente fin juin 2008 représentaient 7 à 8 mois de délai d'écoulement au rythme des ventes du premier semestre (contre une moyenne de 4 à 5 mois depuis 2003, dans un contexte du marché particulièrement dynamique).

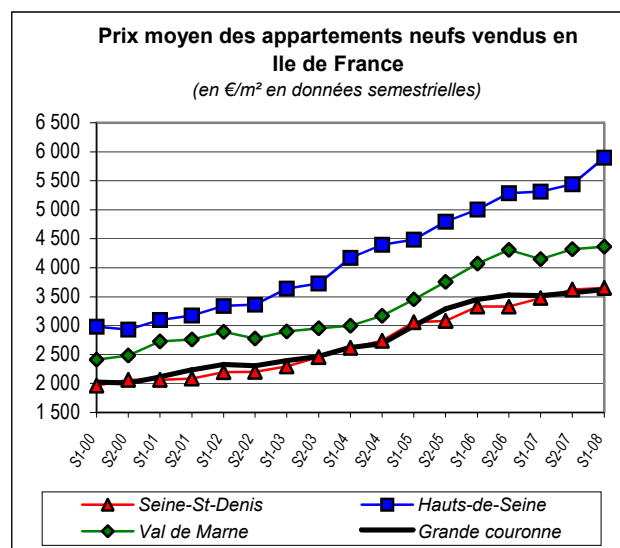
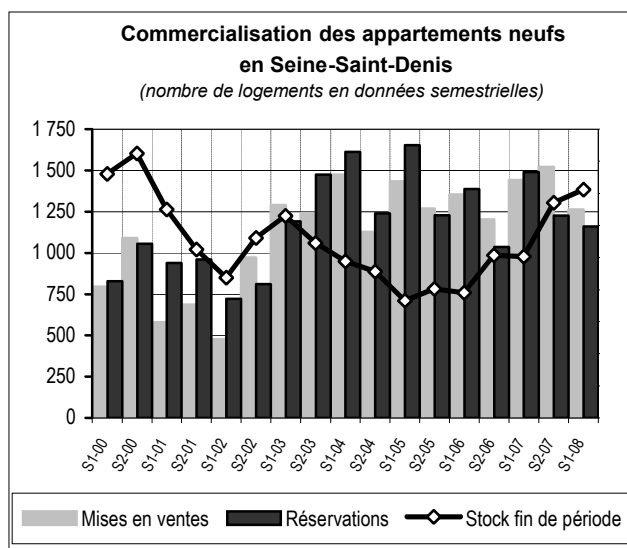
Au premier semestre 2008, cinq communes ont concentré plus de la moitié des ventes réalisées dans le département : Saint-Denis qui reste, de loin, la ville la plus active avec pratiquement un quart des ventes, puis Montreuil (près de 10% des ventes), Neuilly-sur-Marne, Drancy et Noisy-le-Sec.

A l'échelle de l'Ile-de-France, la situation du marché des appartements neufs présente les mêmes tendances qu'en Seine-Saint-Denis, mais avec des évolutions plus prononcées, tant au niveau du ralentissement du volume des ventes (près de 7 723 logements neufs réservés au premier semestre 2008, soit - 9% sur un semestre) que du recul des mises en vente qui a atteint -24%, avec 7 607 nouveaux appartements mis sur le marché (contre près de 10 000 au second semestre 2007). Dans ce contexte, le stock commence également à se réduire (-2% depuis fin 2007) : environ 11 400 appartements neufs étaient proposés à la vente en Ile-de-France à la fin du mois de juin, pour 60 % situés en grande couronne.

Prix de vente moyen (€/m²)

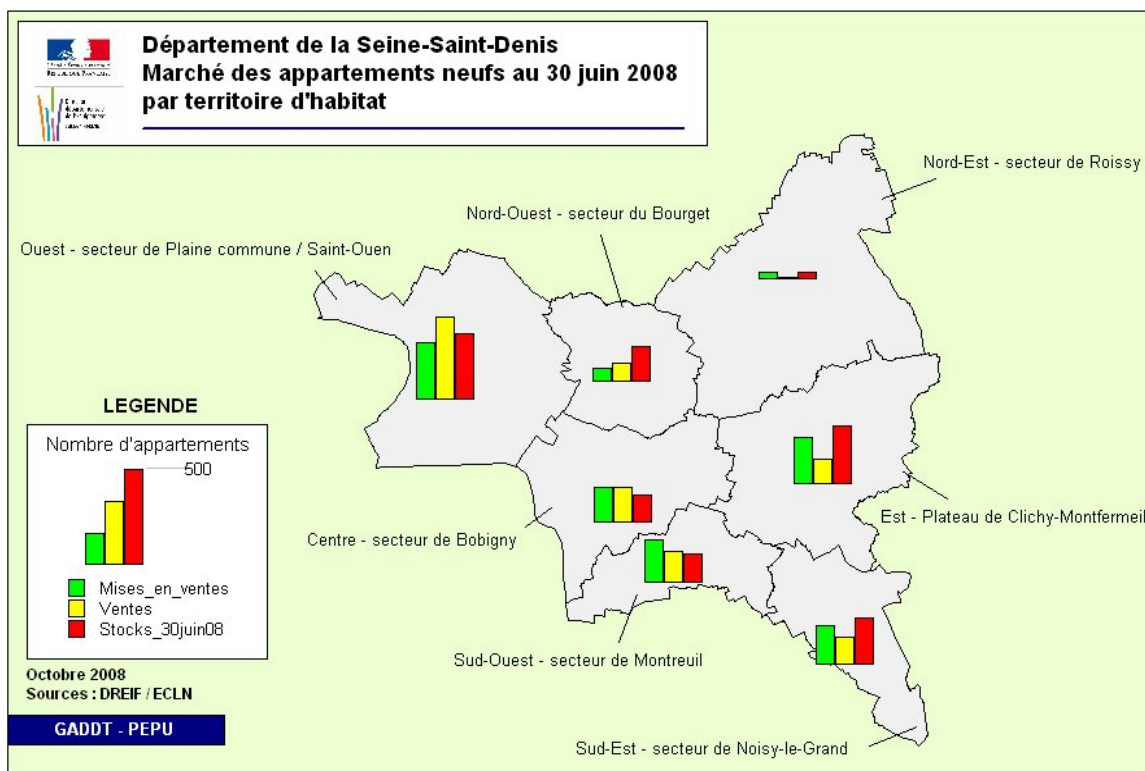
Au second trimestre 2008, la moyenne des prix des appartements neufs réservés en Seine-Saint-Denis atteint 3 663 €/m², avec une fourchette des moyennes communales variant de 2 850 €/m² à 5 650 €/m². Malgré un net ralentissement, la moyenne des prix est restée orientée à la hausse (+ 2% par rapport à la situation du dernier trimestre 2007).

Alors qu'un tassement des prix était partout constaté fin 2007, les prix moyens des appartements neufs vendus au second trimestre 2008 marquent tous une nouvelle hausse : +5% en 6 mois sur l'ensemble de l'Ile-de-France, dont +3% en grande couronne (3 665 €/m²) et +8 % en petite couronne. Le département des Hauts-de-Seine se distingue avec une progression de +13% (6 119 €/m²).

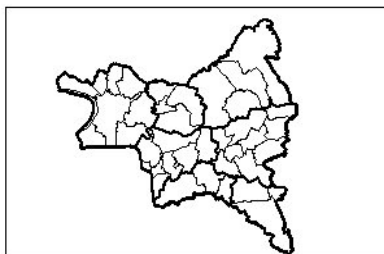


Source : ECLN (Direction Régionale de l'Équipement d'Ile de France)

Marché des appartements neufs au premier semestre 2008 (à la vente)



LES TERRITOIRES



INDICATEURS DU 1er SEMESTRE 2008

Territoire	Mises en ventes	Ventes	Stocks_30juin08
ouest - secteur de Plaine commune	294	431	349
nord-ouest - secteur du Bourget	67	101	186
nord-est - secteur de Roissy	39	11	41
centre - secteur de Bobigny	184	183	141
est - plateau de Clichy-Montfermeil	248	130	309
sud-ouest - secteur de Montreuil	228	164	157
sud-est - secteur de Noisy-le-Grand	204	141	241
Total Seine-Saint-Denis	1 264	1 161	1 424

COMMENTAIRES

Source : DDE 93

En Seine-Saint-Denis, le ralentissement de l'activité du marché des appartements neufs diffère sensiblement d'un territoire à l'autre, comme le montrent les différents indicateurs.

Sur le secteur Ouest (Plaine Commune et Saint-Ouen), où continue de se réaliser la plus grosse part des réservations d'appartements (37% du volume départemental), leur nombre enregistre une baisse importante : 431 logements réservés au premier semestre 2008 soit, respectivement, -16% et -32% par rapport aux deux semestres précédents. Ce recul s'explique principalement par la régulation du flux de l'offre nouvelle par les opérateurs qui ont limité le lancement de nouvelles opérations : il y a un an, le secteur Ouest représentait près de 40% des mises en vente en Seine-Saint-Denis, contre à peine 25% au premier semestre 2008. Dans ce contexte, le délai d'écoulement du stock (350 logements disponibles à la vente à la fin du mois de juin) restait tout à fait satisfaisant : il était estimé à moins de 5 mois, contre 7 à 8 mois en moyenne sur l'ensemble du département.

A l'opposé, sur les territoires de l'Est, du Sud-est et une partie du secteur Sud-ouest (Rosny-sous-Bois), les promoteurs ont développé récemment une offre nouvelle plus importante : 570 appartements ont été mis en vente au premier semestre 2008 (soit 45% de l'offre nouvelle en Seine-Saint-Denis, contre moins de 20% un an auparavant), tandis que le niveau des réservations ne suivait pas au même rythme (environ 330 logements réservés, soit 29% du total départemental du semestre). Ainsi, le stock disponible sur ces territoires à la fin du mois de juin (près de 650 logements), a-t-il plus que doublé depuis un an.

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER : Le marché de l'immobilier (2)

Indicateurs sur le marché de l'immobilier d'entreprise

	1 ^{er} semestre 2008	Evolution (en %)	% régional
Bureaux			
Offre disponible	602 500 m²	-4%	16%
<i>en chantier</i>	298 000 m ²	-12%	21%
<i>livrée (stock vacant)</i>	304 500 m ²	5%	13%
1 ^{ère} main	69 500 m ²	39%	14%
2 ^{nde} main	235 000 m ²	-2%	12%
Commercialisations	132 500 m²	64%	11%
1 ^{ère} main	52 000 m ²	104%	11%
dont précom	39 000 m ²	NS	16%
2 ^{nde} main	80 500 m ²	45%	12%
Libérations	67 500 m²	-11%	9%
Loyers moyens			
1 ^{ère} main	270 €	13%	-
2 ^{nde} main	165 €	3%	-

Evolution constatée par rapport au 2nd semestre 2007

	1 ^{er} semestre 2008	Evolution (en %)	% régional
Locaux d'activités			
Offre disponible	168 500 m²	-5%	21%
<i>en chantier</i>	19 000 m ²	-57%	24%
<i>livrée (stock vacant)</i>	149 500 m ²	11%	20%
Commercialisations	114 000 m²	54%	40%
Entrepôts			
Offre disponible	248 000 m²	NS	16%
Commercialisations	67 500 m²	39%	14%

Source : Tableau de Bord de l'Immobilier de la Seine-Saint-Denis, GRECAM – DDE/CCIP 93/Comex 93

Bureaux

Dans un contexte économique devenu extrêmement délicat et un climat de forte incertitude, le marché séquano-dionysien des bureaux s'était montré particulièrement dynamique au premier semestre 2008, avec 132 500 m² placés, soit 11% de la part régionale. Après un second semestre 2007 en demi-teinte, il a notamment été relancé par d'importantes transactions dans le neuf : 52 000 m² placés, dont 75% de pré-commercialisations. Cela a permis au stock en chantier de se réduire (-12%), tandis que le stock vacant de première main s'accroissait à la suite de récentes livraisons d'opérations.

Les transactions de seconde main ont également progressé, se maintenant à un niveau élevé, particulièrement dans le secteur de la couronne périphérique qui a concentré près des 3/4 de ces commercialisations.

Les principales transactions de bureaux au premier semestre 2008

ALSTOM a pris en location 17 200 m² à Saint-Ouen.
CEGELEC a loué 9 400 m² aux "Portes de France" à Saint-Denis.
FORCLUM a pris à bail le "Volta" soit 6 887 m² à Saint-Denis
VERSPIEREN a loué 5 700 m² aux "Portes de France" à Saint-Denis.
Le CONSEIL GENERAL a loué 6 207 m² dans "l'Européen II" à Bobigny.
B2V a loué 13 296 m² « Tour La Villette » à Aubervilliers.

Locaux d'activités

Le marché des locaux d'activités a progressé au premier semestre 2008.
En effet, 114 000 m² ont été commercialisés, soit 40% du marché régional.

Principales transactions au premier semestre 2008 :

. TELECITY GROUP a pris en location 6 532 m² de locaux mixtes au sein du parc Icade à Saint-Denis.
. MPRI a loué 2 451 m² d'ateliers ZAC des Petits Ponts à Tremblay-en-France,
. FOURLON SA a loué 2 350 m² d'ateliers à l'Ile-Saint-Denis.
. LOCAPOSTE a pris à bail 1 890 m² d'ateliers à Bondy.

Entrepôts

Les commercialisations d'entrepôts ont été en hausse au premier semestre 2008, avec 67 500 m², placés exclusivement dans des surfaces de seconde main.

Principales transactions au premier semestre 2008 :

. ED (Groupe Carrefour) a acheté un entrepôt de 21 800 m² à la Courneuve.
. La SERNAM a loué 6 200 m² dans Garonor à Aulnay-sous-Bois.
. PTC (Filiale Groupe FIAT) a acquis un entrepôt de 5 195 m² à Noisy-le-Sec.
. La REUNION DES MUSEES NATIONAUX a loué 4 916 m² dans Garonor à Aulnay-sous-Bois.
. SAINT-GOBAIN DEVELOPPEMENT a pris en location 2 880 m² d'entrepôts et 242 m² de bureaux à Saint-Denis.

Source : *Tableau de bord de l'immobilier Seine-Saint-Denis, GRECAM- DDE 93/CCIP 93/COMEX93*

Les effets induits de la crise financière ne devraient pas avoir d'incidence sur le rythme dynamique de commercialisation constaté depuis le début de l'année tant en locaux d'activités qu'en entrepôts, la demande des utilisateurs restant bien orientée ; ces bons résultats devraient être en ligne avec les années précédentes.

Le ralentissement de l'économie aura un impact significatif sur la commercialisation des bureaux au second semestre qui devrait affecter sensiblement les bons résultats enregistrés au premier semestre ; on ne peut pas écarter l'éventualité d'un décalage dans la mise en chantier de certains projets.

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER :

Le marché de l'immobilier (3)

Montants des investissements réalisés en immobilier d'entreprise

Répartition des investissements hors portefeuille par département en Ile-de-France au 3T 2008 (en millions d'€) - Source : CB Richard Ellis / Immostat

	Bureaux	Activités	Commerces	Entrepôts	Logistique	Portefeuille multi-usages	Total	Evolution / 3T 07
Paris	1634M€		29M€				1663M€	-71,7%
Seine-et-Marne	2M€	25M€	4M€	7M€	87M€		125M€	-66,1%
Yvelines	198M€		2M€				201M€	-67,5%
Essonne	151M€	11M€		9M€			171M€	-57,0%
Hauts-de-Seine	2658M€	13M€			24M€		2694M€	-59,6%
Seine-Saint-Denis	831M€	14M€	75M€	6M€			925M€	-42,6%
Val-de-Marne	190M€	4M€	10M€		13M€		216M€	-47,7%
Val d'Oise	20M€	15M€		4M€	19M€		58,0M€	-77,1%
Portefeuilles IDF	307M€	27M€	8M€			75M€	417M€	-61,0%
Total	5991M€	109M€	128M€	26M€	143M€	75M€	6471M€	-62,5%

Les principaux investissements réalisés en Seine-Saint-Denis au 2T et 3T 2008

Source : CB Richard Ellis / Immostat

Date vente	Nom de l'immeuble	Adresse Address	Ville Town	Vendeur Seller	Acquéreur Purchaser	Usage principal Primary use	Surface totale (m ²) Total size (sq m)	Montant final Final price	Commentaires Comments
juin-08	Le Jade	1-3 avenue François Mitterrand - Zac du Landy	ST DENIS	Generali Immobilier	Kan Am International	BUR	35 000	187,0 M €	Signature d'une promesse en vue de l'acquisition de l'immeuble "Le Jade" construit en 2004. Immeuble entièrement loué (7 locataires: Generali, Xerox, Panasonic...). Info montant : Imagine - Loyer de l'ordre de 280€/m ² /an
avr-08	Le Dionys	angle rue du Président Wilson / rue de Pressensé	ST DENIS	Prédica	Spezial Grundinvest (KanAm)	BUR	13 300	67,5 M €	livré en 2005, entièrement loué au Régime social des indépendants
juin-08	Zone de Lagny	2-20 rue Cuvier	MONTREUIL	Bouffonds Marignan Immobilier	Generali Real Estate Fund	BUR	20 000	78,0 M €	Acquisition en VEFA d'un immeuble de bureaux HQE en blanc à Montreuil (93). Ensemble réalisé en co-promotion à 50-50 par Spie Batignolles Immobilier et Bouffonds Marignan Immobilier. Livraison : 2 ^e trimestre 2010.
sept-08	Centre commercial Avenir		DRANCY	CNP Assurances	Klepierre	COM	28 100	69,0 M €	Signature d'une promesse de vente pour un immeuble de bureaux de 7 étages à Paris 2 ^e me. Cette cession intervient dans le cadre d'un échange d'actifs (swap) contre un centre commercial à Drancy appartenant à la CNP et devrait se finaliser avant la fin du 3 ^e trimestre 2008. Taux : 5,5% sur l'immeuble de bureaux et 5,3% sur le centre commercial.
juil-08	Le Volta	117 rue du Landy	ST DENIS	Eiffage Immobilier	CGS-Immo-Spezial (Commerz Real)	BUR	6 887	44,0 M €	Acquisition en VEFA du bâtiment de bureaux Le Volta à Saint-Denis (93) en cours de construction. Pré-loué à Forclum (filiale d'Eiffage). Livraison prévue pour le troisième trimestre 2009.
sept-08	Estréo	avenue Charles de Gaulle Zac des Portes de Rosny	ROSNY SOUS BOIS	Newstone	GE Real Estate	BUR	11 172	36,0 M €	livraison prévisionnelle : 2T 2010. immeuble HQE. info montant : site Newstone



NOTE METHODOLOGIQUE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction Départementale de l'Équipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Seine-Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est • Comité d'expansion économique de la Seine-Saint-Denis

IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS (RCS)

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :

- Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
- Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
- Groupe Intérêts Economique : lettre C dans le numéro RCS
- Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

NOMBRE D'ENTREPRISES ARTISANALES PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Les chiffres communiqués sont issus des mouvements enregistrés au répertoire des métiers.

La répartition a été faite par codes d'activités selon la nomenclature d'activités (NAFA), en fonction de l'ancienne répartition en sept catégories qui a l'avantage d'offrir une meilleure ventilation des activités.

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS IMPLANTÉS EN ZFU EN SEINE-SAINT-DENIS : ÉVOLUTION DEPUIS 2001

L'indicateur relatif au nombre d'établissement implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis est issu de l'exploitation du système d'information territoriale de la CCIP, TERRitem.

Il repose sur une géolocalisation précise (réalisée par la CCIP 93), des établissements de Seine-Saint-Denis.

Il provient du fichier des établissements produit par l'INSEE (Sirene Notice 80), disponible au 1^{er} janvier de chaque année.

Il ne tient pas compte des activités suivantes :

- les personnes morales et organisme soumis au droit administratif (collectivités, écoles, OPHLM, etc.)
- les organismes privés spécialisés (CPAM, caisse de retraite, ASSEDIC, etc.)
- les groupements de droit privé (associations, fondations, clubs sportifs, etc.)
- les paroisses hors zone concordataire
- Etat collectivité ou établissement public étranger (ambassades, consulat, etc.)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial doté d'un comptable public (ex : EPA Plaine de France, Caisse nationale de prévoyance)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial non doté d'un comptable public (ex : SNCF et RATP)
- Exploitant public (en fait, c'est la Poste)
- Etablissement public local à caractère industriel ou commercial (OPAC, office public, etc.)
- Régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial (Cinéma associatif, régie communale de distribution de l'eau, etc.)
- Institution Banque de France

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés : le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.

- Chiffres d'affaires : les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer. En conséquence, une certaine prudence s'impose lors de l'analyse de ces données.

➤ TVA brute totale : il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6 % (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche...prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

➤ TVA déductible sur immobilisations : la technique retenue pour la taxation de la valeur ajoutée implique que la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable soit déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est-à-dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

➤ TVA nette due : il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Cette variable est donc à utiliser avec prudence dans la mesure où elle ne reflète pas les sommes effectivement versées au Trésor Public.

Ainsi, certaines entreprises peuvent déclarer un montant de TVA due correspondant à leur chiffres d'affaires mais qu'elles ne sont pas en mesure de payer du fait de la conjoncture ou du comportement de leur dirigeant. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement.

De plus, il convient de noter que l'évolution de la situation économique n'est pas directement liée au montant dû de TVA dans la mesure où le montant peut être impacté par des opérations d'investissement ou des exportations lourdes réalisées par les entreprises les plus importantes.

CHIFFRES CLES « SALONS »

Les comparaisons sont faites entre années similaires, c'est-à-dire entre années paires d'une part et années impaires d'autre part.

DONNEES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)

- l'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
- la déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés
- la déclaration d'achèvement des travaux dont les séries ne sont pas publiées par manque de fiabilité des données

Les données publiées disponibles sont en date de prise en compte et en dates réelles, qui ne sont disponibles et stabilisées qu'après un délai important nécessaire à la collecte de l'information.

DONNEES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

- le champ de l'enquête : elle utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins cinq logements neufs, dont au moins un est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.
- les mises en vente : on appelle « mises en vente » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.
- Les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectués sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DDE SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE

		Phase réalisation		Acquisition par l'occupant
Construction neuve		autorisés (PC)	mises en chantier	
	par un organisme social / HLM	oui	oui	non relevant
	par un promoteur privé	oui	oui	oui, si programme de 5 logements au moins (ECLN)
	par un particulier en maison individuelle ("diffus")	oui		oui
Transactions dans l'ancien	non relevant			(à partir de 2006)

DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DDE SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL (suite)

La DDE transmet des données sur les flux physiques, quel que soit le constructeur ; elle transmet également des données de flux sur les ventes de logements mais, jusqu'en 2006, uniquement les ventes de logements en collectifs dans le neuf.

La Banque de France transmet, dans sa série des encours de crédits à l'habitat, non pas des données de flux, mais des données de stocks (ou de variation de stocks si l'on observe la progression des encours de crédits). Le champs observé, en grisé sur le tableau, diffère de celui de la DDE : n'y figurent pas les crédits mobilisés par les promoteurs locatifs sociaux ou HLM (soit 25 à 35 % de la construction neuve dans le département) ; en revanche, son champ intègre les transactions dans l'ancien, sur quoi la DDE ne fournit pas encore d'informations trimestrielles.

Les informations transmises par la Banque de France fournissent donc une image plus éloignée des fluctuations dans la construction neuve des logements : les variations d'encours sont affectées par des variations dans le remboursement de crédits antérieurs ; les crédits nouveaux intègrent les crédits sur les transactions, et leur volume dépend aussi d'effet de prix, et de variations dans les structures de financement adoptées par les acquéreurs de logements (répartition entre les fonds propres, les crédits familiaux ou amicaux non déclarés, et les crédits bancaires).

DONNEES SUR L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le GRECAM réalise pour le compte de la CCIP 93 et de la DDE un tableau de bord de l'immobilier d'entreprise de la Seine-Saint-Denis dont les données émanent de l'observatoire régional. Il s'agit d'une base de données sur les locaux dits « en blanc » (c'est-à-dire excluant les « constructions pour soi »), de plus de 500 m², proposés à la vente ou à la location aux entreprises par les opérateurs immobiliers (promoteurs, propriétaires, cabinets immobiliers). Chaque programme neuf, chaque surface libérée en Ile de France fait l'objet d'un suivi par enquête jusqu'à l'achèvement de sa commercialisation.

Locaux de bureaux :

Tout ou partie d'un immeuble pouvant être loué ou acheté en tant que locaux de bureaux commerciaux indépendants.

Locaux d'entrepôts :

Tout ou partie d'un bâtiment pouvant être loué ou acheté en tant que locaux indépendants, définis par une proportion de bureaux inférieure à 30%, et dont les caractéristiques physiques sont :

surfaces en rez-de-chaussée ou étages avec rampe d'accès, hauteur-sous-plafond supérieure à 5m, charge au sol supérieure à 2 T/m², accès camion de plus de 19T soit par porte camion soit par quai de déchargement.

Locaux d'activités :

Tout ou partie d'un bâtiment pouvant être loué ou acheté en tant que locaux indépendants, mais ne répondant pas aux exigences techniques de l'entreposage. Cette catégorie regroupe, par soucis de simplification, ce que le Grecom nommait jusqu'en 2007 "ateliers" et "locaux mixtes", les seconds se distinguant des premiers par une proportion de bureaux plus importantes et/ou par une vocation fortement tertiaire (laboratoires, centres de formation ...).

INDICATIONS DE LECTURE

CVS : corrigées des variations saisonnières

DB : données brutes

Glissement annuel en % : taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : données corrigées des variations saisonnières

SHON : Surface hors œuvre nette

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord à notre frontière.



CONTACTS

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction Départementale de l'Équipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Seine-Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est • Comité d'expansion économique de la Seine-Saint-Denis

SECRETARIAT CLUB 93 CONJONCTURE

Julien TUILLIER
Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis
Tél : 01 48 95 10 79 / Fax : 01 48 95 11 58 / jtuillier@ccip.fr

Données	Correspondants à contacter
---------	----------------------------

LES MENAGES

Crédits à la consommation	Didier PERROT Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 didier.perrot@banque-france.fr
Crédit à l'habitat	Didier PERROT Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 didier.perrot@banque-france.fr

LES ENTREPRISES

Analyse des enregistrements au RCS	Mme METIN Tribunal de Commerce de Bobigny Tél : 01 48 95 15 44 presidence.tc.bobigny@grefnet.tm.fr
Analyse des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises	Eric FROEHLICHER Chambre de Métiers et de l'Artisanat 93 Tél : 01 41 60 75 23 e.froehlicher@cma93.fr
Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteurs d'activités	Eric FROEHLICHER Chambre de Métiers et de l'Artisanat 93 Tél : 01 41 60 75 23 e.froehlicher@cma93.fr
Transferts de sièges sociaux	Didier PERROT Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 didier.perrot@banque-france.fr
Nombre d'établissements implantés en Zones Franches Urbaines	Julien TUILLIER CCIP 93 Tél : 01 48 95 10 79 jtuillier@ccip.fr
Le commerce extérieur	Patricia JACQUES Direction Régionale des Douanes de Paris-Est Tél : 01 64 62 75 27 / patricia.jacques@douane.finances.gouv.fr
La Taxe sur la Valeur Ajoutée et l'Impôts sur les Sociétés	Michel LASGI Direction des Services Fiscaux 93 Tél : 01 48 96 53 28 michel.lasgi@dgi.finances.gouv.fr
Crédits à l'équipement des entreprises	Didier PERROT Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 didier.perrot@banque-france.fr

LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES

Le musée de l'Air et de l'Espace	Hélène SALLET-LAVOREL Comité Départemental du Tourisme 93 Tél : 01 49 15 90 83 h.sallet-lavorel@tourisme93.com
La Basilique de Saint-Denis	
Le Stade de France	
L'hôtellerie	
Les chiffres clés « salons » au Bourget et à Villepinte	Julien TUILIER CCIP 93 Tél : 01 48 95 10 79 jtuillier@ccip.fr

L'EMPLOI

Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)	Fabrice PEYLET Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01 41 60 54 88 fabrice.peylet@dd-93.travail.gouv.fr
Les offres d'emplois enregistrées et satisfaites (OEE)	
Les offres par taille d'entreprise	Laurent ZYSSMAN ANPE Tél : 01 55 85 96 70 laurent.zyssman@anpe.fr
Les principaux secteurs recruteurs	
Les principaux métiers recherchés par les entreprises offreuses	Fabrice PEYLET Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01 41 60 54 88 fabrice.peylet@dd-93.travail.gouv.fr
Le taux d'évolution du chômage sur un an	
Le nombre d'allocataires du RMI	Virgile ADJAHY Conseil Général 93 Tél : 01 43 93 86 18 vadjahi@cg93.fr
Les contrats d'insertion	
Les reprises d'activité et la nature des contrats	
Les déclarations uniques d'embauches	Cécile BOURSON URSSAF de Paris – Région Parisienne Tél : 01 56 93 24 00 cecile.bourson@urssaf.fr
Evolution du nombre d'établissements	Fabrice PEYLET Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01 41 60 54 88 fabrice.peylet@dd-93.travail.gouv.fr
Evolution du nombre de salariés	
Evolution des effectifs dans le secteur commercial	
Evolution des effectifs dans les principaux secteurs d'activité de services	
Evolution des emplois dans les services	
Evolution de la part des secteurs tertiaires et industriels dans l'ensemble des emplois salariés	

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER

Volume de construction des logements neufs	Chantal NIASSOU Direction Départementale de l'Équipement 93 Tél : 01 41 60 67 27 chantal.niassou@equipement.gouv.fr
Production de logements neufs	
Logements locatifs sociaux	
Volume de construction de locaux d'entreprises	
Marché des appartements neufs (promotion privée)	Hervé MAHOT Comité d'Expansion Economique de la Seine-Saint-Denis Tél : 01 49 98 10 00 hm@comex93.org
Indicateurs sur le marché de l'immobilier d'entreprise	
Montants des investissements réalisés	

